



**CEPALC**

Distr.  
GÉNÉRALE

LC/L.3976  
24 mars 2015

FRANÇAIS  
ORIGINAL: ESPAGNOL

---

**RAPPORT DE LA CINQUANTIÈME-ET-UNIÈME RÉUNION DU BUREAU  
DE LA CONFÉRENCE RÉGIONALE SUR LES FEMMES  
DE L'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES**

Santiago, 17 - 19 novembre 2014

## TABLE DES MATIÈRES

		<i>Paragraphe</i>	<i>Page</i>
A.	PARTICIPANTS ET ORGANISATION DES TRAVAUX.....	1-9	3
	Lieu et date de la réunion.....	1	3
	Participation .....	2-8	3
	Présidence .....	9	4
B.	ORDRE DU JOUR .....	10	4
C.	DÉROULEMENT DE LA RÉUNION .....	11-72	5
D.	ACCORDS.....	73	20
Annexe	Liste des participants.....	-	23

## A. PARTICIPANTS ET ORGANISATION DES TRAVAUX

### Lieu et date de la réunion

1. Le Bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes a tenu sa 51<sup>e</sup> réunion du 17 au 19 novembre 2014 à Santiago.

### Participation<sup>1</sup>

2. Des représentants des pays membres suivants du Bureau ont participé à la réunion: Antigua-et-Barbuda, Argentine, Brésil, Chili, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Mexique, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname et Uruguay.

3. Des représentants des pays membres suivants de la Commission économique pour l'Amérique latine et des Caraïbes étaient également présents: Allemagne, Bahamas, Bolivie (État plurinational de), Colombie, Équateur, Espagne, France, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras et Japon.

4. La Norvège, à titre consultatif, et Curaçao, en sa qualité de membre associé de la CEPALC, ont également assisté à la réunion.

5. Étaient également présents des représentants des programmes, fonds et organismes suivants des Nations Unies: Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

6. Les institutions spécialisées des Nations Unies ci-après étaient également représentées: Fonds international de développement agricole (FIDA), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et Organisation panaméricaine de la santé (OPS).

7. Les organisations intergouvernementales suivantes ont également assisté à la réunion: Banque de développement des Caraïbes (BDC), Banque latino-américaine de développement (CAF), Commission européenne, Faculté latino-américaine des sciences sociales (FLACSO), Fondation UE-ALC, Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA) et Organisation internationale pour les migrations (OIM).

8. Des représentants d'organisations intergouvernementales et d'autres invités ont également assisté à la réunion.

---

<sup>1</sup> Voir l'annexe 1.

### Présidence

9. Le Bureau élu à la douzième Conférence régionale est le suivant :

<u>Présidence:</u>	République dominicaine
<u>Vice-présidences:</u>	Antigua-et-Barbuda Argentine Brésil Chili Costa Rica Cuba El Salvador Jamaïque Mexique Panama Paraguay Pérou Porto Rico Saint-Vincent-et-les Grenadines Suriname Uruguay

### B. ORDRE DU JOUR

10. Le Bureau a adopté l'ordre du jour suivant:

1. Adoption de l'ordre du jour provisoire
2. Rapport du Secrétariat sur les activités menées à bien depuis la cinquantième réunion du Bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes
3. Rapport sur les résultats de la première de la Conférence sur la science, l'innovation et les technologies de l'information et des communications; la 13e réunion du Comité exécutif de la Conférence statistique des Amériques de la CEPALC; la réunion sur les Défis de la reddition de comptes et le suivi du programme de développement pour l'après 2015 en Amérique latine et dans les Caraïbes, dans le cadre de la 29e session du Comité plénier de la CEPALC; la quatrième réunion des Points de contact désignés par les gouvernements des pays signataires de la Déclaration sur l'application du Principe 10 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes; la réunion préparatoire de la cinquième Conférence ministérielle sur la société de l'information de l'Amérique latine et des Caraïbes; le Forum mondial sur les statistiques ventilées par sexe; la 15e rencontre nationale de statistiques ventilées par sexe et la première Réunion du Bureau de la Conférence régionale sur la population et le développement de l'Amérique latine et des Caraïbes
4. Stratégie du Bureau pour la mise en œuvre du consensus de Saint-Domingue: analyse des activités réalisées durant la première année

5. Travaux préparatoires de la 13e Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes
6. Présentation du rapport 2013-2014 de l'Observatoire de l'égalité de genre en Amérique latine et dans les Caraïbes
7. Séance spéciale sur Beijing+20 en Amérique latine et dans les Caraïbes
8. Questions diverses
9. Adoption des accords

## **C. DÉROULEMENT DE LA RÉUNION**

### **Inauguration**

11. Les discours de la séance inaugurale ont été prononcés par Alicia Bárcena, Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), et Alejandrina Germán, Ministre de la condition féminine de la République dominicaine, en sa qualité de présidente de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes.

12. La Secrétaire exécutive de la CEPALC a indiqué que la présence de 26 pays de la région à la réunion démontrait toute l'importance du Bureau en tant qu'instance régionale de dialogue, d'échange et de création d'accords dans le domaine de l'égalité de genre. Dans le contexte du ralentissement économique observé dans la région, elle a estimé que les politiques sociales ne devaient pas être sacrifiées en raison d'ajustements budgétaires. Elle a également rappelé les progrès accomplis sur la voie de l'égalité de genre qui ont été recueillis dans les Consensus de Quito, de Brasilia et de Saint-Domingue et a ajouté qu'il ne fallait ni baisser les bras ni faire marche arrière. Par ailleurs, elle a signalé qu'en dépit de ces progrès, beaucoup reste à faire et que des pactes doivent être conclus entre l'État, le marché et la société, dans une perspective à long terme, pour que ces avancées se traduisent en lois, programmes et mécanismes concrets. Elle a aussi reconnu la contribution de la société civile de la région à la construction de l'égalité de genre, au développement des institutions et à la formulation et mise en œuvre des politiques publiques en matière d'égalité. Elle a ajouté, pour terminer, qu'il fallait articuler les différents agendas thématiques afin d'assurer le caractère transversal de la perspective de genre dans l'ensemble du programme de développement pour l'après 2015.

13. La Ministre de la Condition féminine de la République dominicaine a affirmé que la réunion du Bureau allait permettre de mettre en lumière sur les contributions des femmes dans la région. Elle a ensuite rappelé qu'il y a un an, était adopté le consensus de Saint-Domingue qui ratifiait les engagements adoptés par les États au cours des 20 dernières années pour contribuer à l'avènement d'une égalité authentique. Elle a aussi souligné que l'heure est venue de renforcer la voix de l'Amérique latine et des Caraïbes en tant que région, en vue de la prochaine 59<sup>e</sup> session de la Commission de la condition de la femme. Elle a en outre insisté sur la nécessité de parvenir à une articulation plus vaste et plus solide entre les différents organes subsidiaires de la CEPALC, en particulier la Conférence régionale sur la population et le développement de l'Amérique latine et des Caraïbes, afin de renforcer les synergies nécessaires pour que l'égalité de genre soit prise en compte dans le programme de développement de l'après 2015. Elle a

finale­ment affirmé que la perspective de genre devait être présente dans tous les objectifs du développement durable (ODD), non seulement dans les objectifs portant spécifiquement sur les femmes.

Adoption de l'ordre du jour provisoire (point 1 de l'ordre du jour)

14. La Présidence a saisi la réunion de l'ordre du jour provisoire (LC/L.3878(MDM.51/1)/Rev.1), qui a été adopté sans modification.

Rapport du Secrétariat sur les activités menées à bien depuis la cinquantième réunion du Bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes (point 2 de l'ordre du jour)

15. La Directrice de la Division de la promotion de l'égalité des sexes a présenté les activités menées à bien à l'échelon régional depuis la cinquantième réunion du Bureau de la Conférence tenue à Santiago en mai 2014. Elle a également rendu compte des travaux réalisés en vue de la convergence de la Conférence régionale sur les femmes et d'autres organismes intergouvernementaux de la CEPALC, en particulier avec la Conférence régionale sur la population et le développement de l'Amérique latine et des Caraïbes. Elle a aussi souligné que les livres distribués à la réunion étaient le reflet du travail réalisé par la CEPALC et des efforts déployés pour intégrer de manière transversale la perspective de genre dans le domaine économique et technologique.

16. La Directrice a ensuite présenté le rapport annuel 2013-2014 de l'Observatoire de l'égalité de genre en Amérique latine et dans les Caraïbes (OIG) qui aborde, en l'occurrence, le thème de la violence faite aux femmes sur la base du suivi des données statistiques sur ce type de violence, et a indiqué qu'elle espérait que ce rapport soit utile pour étayer les activités de lobby menées par les pays. Elle a ajouté que la Division de la promotion de l'égalité des sexes de la CEPALC continue de travailler dans le domaine de la formation à distance, modalité qui a été très bien reçue et très bien évaluée par les participants et les déléguées des pays. Par ailleurs, elle a souligné la réalisation de deux projets menés à bien par la Division, le premier avec le soutien du gouvernement de la Norvège sur le thème de l'autonomie économique et la promotion de pactes pour l'égalité de genre, et le deuxième, avec le financement du Compte des Nations Unies pour le développement, aligné sur le programme de développement pour l'après 2015, sur les systèmes de soins dans les grandes villes, en dialogue avec ONU-Habitat et ONU Femmes. Finalement, elle a fait ressortir la qualité des rapports nationaux sur Beijing+20 et a signalé que les réalisations et les dangers identifiés par les pays obligeaient à poursuivre les efforts en faveur de l'égalité de genre. Elle a en outre souligné que l'application de politiques publiques et la participation de la société civile et des mouvements de femmes et féministes étaient indispensables pour continuer à progresser.

Rapport sur les résultats de la première de la Conférence sur la science, l'innovation et les technologies de l'information et des communications; la 13e réunion du Comité exécutif de la Conférence statistique des Amériques de la CEPALC; la réunion sur les Défis de la reddition de comptes et le suivi du programme de développement pour l'après 2015 en Amérique latine et dans les Caraïbes, dans le cadre de la 29e session du Comité plénier de la CEPALC; la quatrième réunion des Points de contact désignés par les gouvernements des pays signataires de la Déclaration sur l'application du Principe 10 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes; la réunion préparatoire de la cinquième Conférence ministérielle sur la société de l'information de l'Amérique latine et des Caraïbes; le Forum mondial sur les statistiques ventilées par sexe; la 15e rencontre nationale de statistiques ventilées par sexe et la première Réunion du Bureau de la Conférence régionale sur la population et le développement de l'Amérique latine et des Caraïbes (point 3 de l'ordre du jour)

17. La représentante du Chili a présenté un rapport sur la première Réunion de la Conférence sur les sciences, l'innovation et les technologies de l'information et des communications qui a été tenue à Santiago. Elle a signalé, à cet égard, que la triade composée par la science, l'innovation et la technologie est un élément fondamental pour relever les défis auxquels la région est confrontée en termes de changements structurels, de développement inclusif, d'égalité sociale et de pérennité de l'environnement. Parmi les accords adoptés, elle a attiré l'attention sur la promotion de politiques visant à relever les défis rencontrés par la région, la promotion du dialogue et de la coordination avec d'autres instances, le travail collaboratif pour que les thèmes de la conférence soient repris dans le programme de développement pour l'après 2015 et soient dotés des ressources nécessaires, et la mise en place d'un cadre normatif. Elle a également fait siens les accords du Consensus de Saint-Domingue sur l'intégration des femmes à la science et la technologie et sur l'élimination de l'écart numérique entre les sexes. Elle a finalement défini quatre axes de travail: i) coopération régionale pour la formation de ressources humaines; ii) espaces de collaboration en matière d'innovation et de technologie; iii) promotion de domaines spécifiques de coopération, et iv) cadre institutionnel pour la coopération régionale.

18. La représentante de l'Équateur a présenté un rapport sur la 13e réunion du Comité exécutif de la Conférence statistique des Amériques de la CEPALC et a souligné que le document issu de cette rencontre comprend cinq accords sur les statistiques ventilées par sexe. Ces accords concernent notamment le soutien des efforts déployés par les pays dans le processus de quantification économique de travail non rémunéré pour calculer un compte satellite du travail non rémunéré au sein des ménages; la demande d'efforts résolus pour améliorer les enquêtes sur l'emploi du temps et leur quantification économique comme produit du travail de collaboration entre les instituts de statistiques, les banques centrales chargées d'élaborer la comptabilité nationale et les mécanismes de promotion des femmes, ainsi que la recommandation de renforcer les analyses et la diffusion de l'information obtenue à partir des enquêtes sur l'emploi du temps<sup>2</sup>.

19. La représentante de la République Dominicaine a fait rapport sur la réunion sur les Défis de la reddition de comptes et le suivi du programme de développement pour l'après 2015 en Amérique latine et dans les Caraïbes, dans le cadre de la 29e session du Comité plénier de la CEPALC. Elle a signalé, à ce sujet, que les participants à ces réunions avaient analysé la façon de garantir un suivi régional et national des objectifs du développement durable et que, pour assurer leur réalisation, il fallait mettre en place des mécanismes de reddition des comptes. Elle a également reconnu la valeur des organes subsidiaires de la CEPALC qui constituent des mécanismes de reddition de comptes pour la région et a souligné le rôle joué par les mécanismes d'intégration régionale.

20. La représentante du Pérou a indiqué qu'à occasion de la quatrième Réunion des points de contact désignés par les gouvernements des pays signataires de la Déclaration concernant l'application du principe 10 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes, les pays avaient souscrit la Décision de Santiago qui avait marqué l'amorce de la négociation de l'instrument régional sur l'accès à l'information, la participation et la justice en matière environnementale. À cet effet, un comité de négociation a été mis sur pied avec la participation de la société civile et des pays non signataires en qualité d'observateurs, et les pays avaient été invités à apporter leurs contributions pour décembre 2014 au plus tard. Elle a également souligné que, malgré les progrès accomplis au cours des 20 dernières années, de nombreux pays de la région n'avaient pas encore élaboré la législation nécessaire pour faciliter la mise en œuvre du Principe 10 de la Déclaration ou

---

<sup>2</sup> Voir les accords de la 13e réunion du Comité exécutif de la Conférence statistique des Amériques de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes [en ligne] <http://www.cepal.org/deype/noticias/noticias/3/53123/CE13-Acuerdos14082014.pdf>.

rencontraient des difficultés au niveau de sa mise en œuvre. Par conséquent, il est urgent de prendre des mesures spécifiques pour renforcer les capacités des groupes de personnes qui restent sous-représentés, comme les femmes, les communautés et les populations autochtones, ainsi que les groupes vulnérables.

21. La représentante du Costa Rica a ensuite fait rapport sur la réunion préparatoire de la cinquième Conférence ministérielle sur la société de l'information de l'Amérique latine et des Caraïbes qui a été tenue dans son pays pour discuter de l'agenda numérique eLAC2018. Au cours de cette réunion, il a été convenu d'incorporer à l'agenda un objectif transversal relatif au genre et d'inclure l'égalité dans l'agenda régional en matière de science et de technologie.

22. La représentante du Mexique a fait une synthèse des activités menées durant le Forum mondial sur les statistiques ventilées par sexe et sur la 15e rencontre internationale de statistiques ventilées par sexe. Dans le cadre du Forum mondial, elle a souligné l'importance d'améliorer les statistiques ventilées par sexe moyennant la coordination internationale, la mesure de la violence faite aux filles et aux femmes, ainsi que la production de statistiques sur l'emploi du temps et sur la question des soins. Elle a indiqué que le Forum mondial est un outil qui vise à améliorer les statistiques ventilées par sexe à l'échelon mondial et à venir à bout de la sous-utilisation de l'information produite dans les politiques publiques. Finalement, elle a fait référence au projet Data 2X qui a pour objet d'améliorer la saisie de données relatives au genre en vue de leur utilisation dans le programme de développement pour l'après-2015. En ce qui concerne la 15e réunion internationale des statistiques ventilées par sexe, elle a souligné que les participants avaient souligné à plusieurs reprises qu'il était important d'éviter, dans l'élaboration du programme de développement pour l'après 2015, de commettre les mêmes erreurs sur la question de la perspective de genre que dans la conception des objectifs du Millénaire pour le développement. Elle a également insisté sur le fait que le travail coordonné est fondamental et qu'il fallait renforcer les liens entre les bureaux nationaux de statistiques et les mécanismes de promotion de la femme.

23. Finalement, la représentante de l'Uruguay a fait rapport sur la première réunion du Bureau de la Conférence régionale sur la population et le développement de l'Amérique latine et des Caraïbes qui a réaffirmé le consensus de Montevideo sur la population et le développement et les enjeux que représentent la mise en œuvre des accords à l'échelon local, la transmission des leçons apprises dans chaque pays et des expériences positives pour créer des mécanismes d'intégration et de diffusion à l'échelle régionale et, finalement, positionner la région sur le plan mondial comme plate-forme de collaboration Sud-Sud ; elle a reconnu la position d'avant-garde du programme de population et de développement, en particulier en ce qui concerne les droits sexuels et reproductifs. Il a également été convenu de favoriser l'échange entre les bureaux des organes subsidiaires de la CEPALC afin de créer des synergies et de favoriser le positionnement du Consensus de Montevideo sur la population et le développement et le Consensus de Saint-Domingue.

Stratégie du Bureau pour la mise en œuvre du consensus de Saint-Domingue: analyse des activités réalisées durant la première année (point 4 de l'ordre du jour)

24. La Ministre de la condition féminine de la République dominicaine, en sa qualité de présidente de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes, a demandé à la Directrice de la Division de la promotion de l'égalité entre les sexes de faire le point sur la stratégie élaborée par la République dominicaine, connue et commentée par les pays, pour accélérer et favoriser la mise en œuvre du Consensus de Saint-Domingue. Elle a souligné les aspects centraux de cette stratégie, à savoir l'intégration, la complémentarité et l'importance accordée à la mise en œuvre, thème qui a également été abordé par les autres organes subsidiaires de la CEPALC, comme indiqué dans l'accord 19 de la première réunion du Bureau de la Conférence régionale sur la population et le développement de l'Amérique latine

et des Caraïbes. Elle a ajouté qu'il était important que les mécanismes de promotion de la femme informent les ministères des affaires étrangères des résultats des différentes réunions afin que les accords régionaux soient reflétés à l'échelle mondiale. Elle a également indiqué que, dans le cadre de la 52e réunion du Bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes de la CEPALC, plusieurs activités ont été proposées pour 2015, notamment un atelier de suivi de la mise en œuvre du Consensus de Saint-Domingue, avec la participation des réseaux féministes et de femmes à l'échelle nationale et sous régionale.

25. Un espace de débat a ensuite été ouvert. La représentante de Porto Rico s'est montrée tout à fait d'accord avec la stratégie et avec l'importance accordée à la mise en œuvre du Consensus de Saint-Domingue et a remercié le Bureau de son soutien lorsque qu'en mai de cette année, la continuité du Bureau de la Procureure de la condition féminine, organisme chargé des questions de genre dans ce pays, a été menacée. La représentante d'El Salvador a souligné l'importance des progrès accomplis en matière d'égalité de genre dans la région et dans la formation de consensus, progrès résultant en partie de l'action du mouvement féministe dans la région. La représentante de l'Argentine a considéré que le Consensus de Saint-Domingue est un signal de progrès à l'échelle régionale et a proposé d'évaluer la possibilité d'organiser une activité le même jour, dans tous les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes, pour promouvoir le Consensus dans toute la région. Finalement, la représentante d'ONU Femmes a fait ressortir le rôle des mouvements sociaux dans les espaces locaux et régionaux et a également exprimé l'engagement de l'organisation vis-à-vis de la mise en œuvre des Consensus et de l'échange d'expériences entre les pays de la région.

Travaux préparatoires de la 13e Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes (point 5 de l'ordre du jour)

26. La Directrice de l'Institut national des femmes de l'Uruguay a parlé du processus qui a été lancé en vue de la 13e Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes qui doit avoir lieu dans la République orientale de l'Uruguay en 2016, et a souligné la participation significative des pays des Caraïbes. Elle a également souligné l'importance que représentent la société civile et le mouvement des femmes pour les mécanismes de promotion de la femme d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que le Bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes, comme instance qui leur permet de prioriser et de réfléchir sur les politiques publiques et la façon d'attaquer les causes structurelles de l'inégalité et de la discrimination. Elle a ajouté que le point d'arrivée est l'autonomie économique, physique et en matière de prise de décision, en passant par la croissance pour parvenir à l'égalité, alors que l'horizon commun permettant d'éliminer l'inégalité et la discrimination de la région sera atteint en passant par l'égalité pour parvenir à la croissance. Elle a finalement souligné que les conférences internationales et les consensus adoptés montrent la voie aux politiques d'égalité de genre. En ce sens, elle a mis l'accent sur l'importance de coordonner les calendriers des conférences de la CEPALC dans les domaines technique et politique, et la nécessité de tenir compte d'objectifs et d'indicateurs permettant de mesurer l'impact des politiques sur la vie des femmes d'Amérique latine et des Caraïbes.

27. Finalement, la Directrice de la Division de la promotion de l'égalité des sexes de la CEPALC a indiqué que la prochaine Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et les Caraïbes devra faire un saut stratégique dans l'abordage du développement. Elle a souligné que la région avait enregistré des réussites et des avancées nombreuses et importantes, en particulier en ce qui concerne la prise en compte transversale de la perspective de genre mais que subsistait une dette conceptuelle sur le plan de la politique programmatique au sein de l'économie, car la perspective de genre restait généralement absente des politiques économiques. Elle a mis en exergue trois piliers du développement associés au programme

de développement pour l'après 2015, à savoir le nouveau rôle de l'État, la lutte contre la neutralité de genre dans les politiques de l'emploi et l'élimination du concept de vulnérabilité dans les politiques s'adressant aux femmes. Elle a affirmé que l'Uruguay, en sa qualité d'hôte de la 13e conférence régionale, prétend apporter un regard nouveau qui intégrera le développement durable et l'égalité et conduire la région à un nouveau scénario de transformations structurelles profondes et à long terme. Il est toutefois nécessaire de partir d'un concept clair, raison pour laquelle la CEPALC va promouvoir un processus participatif et de longue haleine dans la mise en œuvre qui devra être conforme au programme de développement pour l'après 2015. Finalement, en ce qui concerne l'agenda numérique, elle a indiqué que la contribution et l'appui de la CEPALC avaient grandement contribué au développement régional dans ce domaine.

28. Durant le débat qui a suivi, la représentante de l'Uruguay a souligné que la 13e Conférence régionale serait une instance de synthèse dans laquelle les droits seraient inscrits dans un programme de développement intégrant les questions de la femme et la perspective de genre. La représentante de l'État plurinational de Bolivie a fait ressortir le fait que la région se trouvait à l'avant-garde dans les domaines liés à l'égalité et qu'elle était actualisée en termes de revendications conjoncturelles, et a signalé que le gouvernement de son pays préférerait parler d'égalité en général et non pas seulement d'égalité de genre. La représentante d'El Salvador a évoqué la faiblesse du processus de mise en œuvre associée aux déficits de type budgétaire et de la culture de l'égalité. La représentante du Brésil a proposé d'organiser la réflexion des pays autour de trois axes. Le premier est le développement et la croissance économique assortis de l'égalité de genre; le deuxième, le respect du caractère unique de chaque femme, et le troisième, la reconnaissance du fait que tous les consensus atteints doivent être articulés avec d'autres types de programmes, par exemple dans le domaine de la population, de la durabilité, des droits humains, de la faim et de l'agriculture familiale, etc. La Présidente du Bureau a appelé l'attention sur les efforts déployés par la région dans ce processus d'articulation des consensus, a mis l'accent sur la nécessité de suivre un axe de travail permettant de poser un diagnostic clair et a invité à poursuivre la discussion afin d'élaborer une proposition collective. Finalement, la représentante de l'ONU Femmes a elle aussi souligné l'importance de la convergence des agendas et le soutien que son organisation prêterait au processus.

#### Présentation du rapport 2013-2014 de l'Observatoire de l'égalité de genre en Amérique latine et dans les Caraïbes (point 6 de l'ordre du jour)

29. La coordinatrice de l'Observatoire de l'égalité de genre en Amérique latine et dans les Caraïbes a présenté le rapport 2013-2014 qui aborde la question de la violence faite aux femmes, un des indicateurs de l'autonomie physique, et qui apporte une réponse à l'un des accords du Consensus de Saint-Domingue. Pour la réalisation de cette analyse, l'Observatoire a utilisé l'information présentée par les mécanismes de promotion de la femme d'Amérique latine et des Caraïbes, d'autres sources d'information officielle des pays, et des rapports préparés par les mécanismes de suivi des différentes conférences. Ce document présente le cadre normatif international, régional et national en la matière; évalue l'ampleur du problème; passe en revue les mesures adoptées par les états de la région pour garantir l'accès au droit et à la justice, ainsi que les efforts de coordination institutionnelle pour appliquer la politique publique, et présente un agenda de propositions visant à traiter la question de la violence faite aux femmes. Finalement, le document met l'accent sur le fait que l'autonomie physique et la violence à l'égard des femmes ne peuvent être analysées indépendamment de l'autonomie économique et dans la prise de décision.

30. Dans le débat qui a suivi, la représentante du Brésil a signalé que le travail de l'Observatoire est indispensable pour contribuer aux efforts des pays en matière de politiques publiques et a précisé que la violence implique de modifier la perception patriarcale qui prévaut dans les sociétés, à savoir la culture de la violence. La représentante du Costa Rica a parlé du rapport entre l'autonomie économique et le

contrôle du corps avec la violence et a signalé que c'était au sein des communautés qu'il fallait résoudre la violence et travailler à sa prévention. Elle a également abordé le thème de la prévention de l'agression chez les hommes et la reconstruction de la masculinité. La représentante du Guyana a fait ressortir les progrès et les réussites dans le combat contre la violence à l'égard des femmes sur le plan programmatique, institutionnel et en termes de sensibilité des mécanismes de protection. Pour ce qui est de l'avenir, il a insisté sur le fait que, dans l'après 2015, il fallait intégrer aux programmes des mécanismes horizontaux pour venir à bout de la violence. Les représentantes du FNUAP et d'ONU Femmes ont félicité l'Observatoire du travail réalisé et ont appelé l'attention sur le thème de la grossesse adolescente et sur la nécessité de continuer à travailler sur les questions de l'accès à la justice et de la prévention de la violence.

#### Séance spéciale sur Beijing+20 en Amérique latine et dans les Caraïbes (point 7 de l'ordre du jour)

31. La séance spéciale sur Beijing+20 en Amérique latine et dans les Caraïbes a été tenue dans le contexte du 20e anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et de l'approbation de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing.

32. Les discours de la séance inaugurale ont été prononcés par Alicia Bárcena, Secrétaire exécutive de la CEPALC, Alejandrina Germán, Ministre de la condition féminine de la République dominicaine, en sa qualité de présidente de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes, Gülden Türköz-Cosslett, Responsable du Bureau des politiques et de l'appui aux programmes d'ONU Femmes, et Michèle Bachelet, Présidente de la République du Chili.

33. La Secrétaire exécutive de la CEPALC a évoqué les progrès considérables accomplis en matière d'égalité de genre depuis l'approbation de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing en 1995, mais aussi les enjeux importants qui subsistent et la nécessité pour les gouvernements et la société civile de conjuguer leurs efforts pour continuer à progresser dans la bonne voie. Elle a également indiqué qu'au cours des dernières années, la situation des femmes s'était améliorée de façon lente mais soutenue, avec toutefois des résultats très hétérogènes et de profondes différences entre les pays et au sein des pays. Elle a ajouté que l'évolution vers l'égalité passait par des changements structurels profonds et par une transformation des rapports de force entre hommes et femmes. Elle a également insisté sur la nécessité d'incorporer le thème des technologies de l'information et des communications, ainsi que celui du changement climatique, dans les thèmes traités dans le cadre de l'égalité de genre. Pour conclure, elle a souligné qu'il était impossible de parler de développement s'il n'existait pas d'égalité pour les femmes et qu'il était donc impérieux de renforcer l'autonomie économique des femmes et consolider les acquis en matière d'autonomie physique et de prise de décision.

34. Ensuite, la Ministre de la condition féminine de la République dominicaine a pris la parole en sa qualité de Présidente du Bureau et a signalé que la quatrième Conférence mondiale sur la femme, tenue à Beijing en 1995, avait apporté de nouveaux éléments conceptuels stratégiques et méthodologiques pour progresser vers l'égalité réelle des femmes, tels que l'autonomisation et la prise en compte transversale de la perspective de genre. Elle a ajouté qu'au cours des dernières décennies, les pays avaient appliqué des politiques qui avaient eu une répercussion positive sur la vie des femmes, mais que de nombreuses lacunes restaient à combler. Pour terminer, elle a souligné que l'enjeu principal consiste à continuer à progresser et à promouvoir l'intégration de l'agenda des femmes aux objectifs de développement durable afin de parvenir à l'égalité totale entre hommes et femmes.

35. La Responsable du Bureau des politiques et de l'appui aux programmes d'ONU Femmes a souligné que l'examen du programme d'action de Beijing constitue une opportunité de s'assurer que

l'égalité de genre soit au centre du programme de développement pour l'après 2015, avec un objectif spécifique sur l'égalité de genre et la prise en compte transversale de la perspective de genre dans tous les objectifs du développement durable. Elle a salué le rôle actif de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes et de son Bureau et s'est félicitée de la vision progressiste du Consensus de Saint-Domingue et du Consensus de Montevideo sur la population et le développement, en particulier des dispositions relatives à la garantie de l'autonomie physique des femmes et à la santé et aux droits sexuels et reproductifs. Finalement, elle a demandé que soient adoptées des mesures urgentes pour accélérer l'application des engagements contractés en matière de genre, contester les agendas qui portent atteinte aux droits des femmes, soutenir les mécanismes nationaux de promotion de l'égalité de genre et renforcer la société civile de façon à ce que les états assument la responsabilité de l'exécution de leurs engagements en matière d'égalité de genre.

36. La Présidente de la République du Chili est ensuite intervenue et a signalé que, malgré l'amélioration significative de la situation des femmes et des avancées majeures dans la réduction de la pauvreté, l'éducation et la santé observées au cours des dernières années, les changements souhaités ne concernent pas encore certains domaines, comme celui de la violence faite aux femmes. À cet égard, elle a indiqué que la lutte contre la violence sexiste constitue l'enjeu principal et la base de toute politique d'équité. Elle a en outre souligné que, pour pouvoir progresser et venir à bout des inégalités existantes, les femmes du monde entier avaient besoin d'une action résolue, coordonnée et conjointe de la part des institutions internationales et locales. Elle a également fait ressortir l'importance de mesures volontaristes visant à donner à l'égalité de genre la même catégorie que le développement économique ou l'intégration à la mondialisation. Elle a indiqué qu'il existait une fausse dissociation entre la démocratie et l'égalité de genre et qu'il est fondamental de faire comprendre à toute la société que cette dernière est une condition indispensable à la réalisation de la première. Enfin, elle a signalé que la commémoration du 20e anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing doit être perçue comme un renouvellement de l'engagement adopté pour venir à bout de toutes les barrières discriminatoires à l'égard des femmes afin qu'elles puissent vivre dans un monde d'opportunités égales pour tous.

Présentation du rapport « Logros y perspectivas a 20 años de Beijing, con la mirada puesta en el futuro »

37. La présentation du document a été effectuée par Alicia Bárcena, Secrétaire exécutive de la CEPALC, avec la modération d'Alejandrina Germán, Ministre de la condition féminine en sa qualité de Présidente du Bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et les Caraïbes.

38. La Secrétaire exécutive de la CEPALC a expliqué que le rapport a été élaboré sur la base de 31 rapports nationaux et dresse un état des lieux dans certains domaines critiques liés au Programme d'action de Beijing. Elle a souligné que la production de la CEPALC est centrée sur l'égalité et que, même si la région de l'Amérique latine n'est pas la plus pauvre, elle est certainement la plus inégale. Les 20 ans de Beijing sont associés à la concentration de la richesse aux mains de quelques-uns observée au cours de ces deux dernières décennies. Elle a signalé que l'analyse des rapports en question est un constat de l'articulation et de l'interconnexion croissantes entre l'agenda de la décennie 1990, en particulier l'agenda de Beijing, les consensus régionaux approuvés à chaque Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes et l'ensemble des engagements internationaux dans les domaines du développement et des droits humains. Elle a affirmé que l'égalité des droits favorisait un sens accru d'appartenance et la formation d'une société plus inclusive. Dans ce contexte, elle a fait part de ses réflexions sur les principales conquêtes de la région où, en dépit de certaines avancées comme la réduction de la pauvreté, bien que sans changement significatif des structures de production, certains éléments préoccupants subsistent, comme les inégalités en termes de revenus, de participation, de couverture des pensions, d'accès aux occupations et emplois (genre et ethnie) et la charge du travail non

rémunéré. Pour conclure, elle a passé en revue les progrès accomplis dans la région en termes d'autonomie économique, physique et dans la prise de décision, et a fait ressortir le besoin d'établir une nouvelle équation entre l'État, le marché et la famille afin de parvenir à l'égalité.

39. Au terme de cette présentation, de nombreuses déléguées ont félicité la CEPALC pour la qualité du document présenté et ont rendu hommage à certaines femmes de la région qui ont joué un rôle important dans la quatrième Conférence mondiale sur les femmes.

Premier panel: « Des ressources plutôt que des discours: avancées et défis posés à Beijing en matière budgétaire pour les politiques visant à l'égalité de genre »

40. Le premier panel a été modéré par Alejandra Mora Mora, présidente exécutive de l'Institut national des femmes (INAMU) du Costa Rica, et composé par Virginia Vargas Valente, du Centre de la femme péruvienne "Flora Tristán" du Pérou; Marsha Caddle, de la Division de coopération technique de la Banque du développement des Caraïbes; María Angélica Luna Parra, Titulaire de l'Institut national du développement social (INDESOL) du Secrétariat du développement social (SEDESOL) du Mexique; María de la Luz Garrido, l'Articulation féministe Marcosur (AFM) d'Uruguay, et Line Barreiro, experte du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes.

41. La représentante du Centre de la femme péruvienne «Flora Tristán » a rappelé les luttes et les avancées historiques et a fait remarquer que les progrès avaient été inégaux, partiels et déconnectés des domaines critiques du Programme d'action de Beijing en raison des déficits démocratiques, et en termes de ressources, d'orientation, de statistiques et de droits. Elle a également souligné l'importance de la création de mécanismes pour la promotion des femmes et le rôle important joué par les féminismes latino-américains et les consensus souscrits en Amérique latine et dans les Caraïbes. Par ailleurs, elle a expliqué qu'il existait une divergence fondamentale entre la façon dont était établi le dialogue et la façon de modifier l'orientation budgétaire économique, raison pour laquelle il est impérieux de réaliser une profonde réforme économique.

42. La représentante de la Division de la coopération technique de la Banque de développement des Caraïbes a fait référence aux effets négatifs de la crise financière mondiale de 2008 dans les Caraïbes. Elle a expliqué que l'un des défis dans la sous-région est le manque d'information sur la conjoncture économique pour faciliter la prise de décision. Elle a mis l'accent sur le fait que les réponses des gouvernements à cette crise avaient été insuffisantes, erronées et insoutenables à long terme. Pour conclure, elle a formulé plusieurs suggestions pour que les pays des Caraïbes mettent en place des politiques économiques et sociales adéquates.

43. La titulaire de l'Institut national de développement social s'est centrée sur l'impact des politiques sociales sur l'autonomie des femmes au Mexique. Elle a fait ressortir l'importance des accords et des consensus, ainsi que d'une société civile critique. Elle a notamment fait référence à la Déclaration de Copenhague sur le développement social adoptée au Sommet mondial pour le développement social (1995), dans laquelle les pays ont marqué la différence entre croissance économique et développement et ont considéré l'égalité et l'équité comme les piliers du développement économique et social (accord 7). Elle a fait référence aux progrès accomplis dans les 12 domaines du programme de Beijing et a mentionné, pour conclure, les défis auxquels est confronté son pays, comme la migration et la traite des personnes, le vieillissement de la population, la violence dans les réseaux et les médias sociaux, et la macroéconomie et les finances.

44. La représentante de l'Articulation féministe Marcosur a évoqué la disparition de nombreuses organisations féministes et de femmes. Elle a expliqué que, malgré cela et en dépit du manque de ressources, les organisations qui subsistent continuent de se développer. Elle a également parlé de l'expérience de son organisation et de la création d'un fonds régional durable à long terme constitué de fonds publics pour promouvoir les organisations de femmes et parvenir à l'égalité et à l'équité de genre. Finalement, elle a demandé que le budget public pour l'égalité et l'interculturalité soit augmenté et a exhorté les gouvernements et les dirigeants à aborder ce thème.

45. L'experte du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a souligné l'importance d'évaluer le rapport existant entre la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et le Programme d'action de Beijing. Elle a ajouté que le Protocole facultatif à la Convention était un instrument fondamental pour que les femmes aient accès à la justice. Elle a également fait référence à l'architecture pour l'après 2015 qui devrait englober tous les droits humains, ainsi que des mécanismes de suivi et de reddition des comptes. Elle a souligné que le programme de développement pour l'après 2015 devait inclure tous les droits humains et qu'il existait une certaine tension car le libellé actuel ne fait pas mention des droits sexuels.

46. Ensuite, plusieurs délégations ont posé des questions aux membres du panel.

Deuxième panel: « Beijing, 20 ans après: bilan et perspectives »

47. Le deuxième panel a été modéré par Jennifer Webster, Ministre des services sociaux et de la sécurité sociale du Ministère du travail, des services sociaux et de la sécurité sociale du Guyana. Le panel était composé de Claudia Peña, ministre des autonomies de l'État plurinational de Bolivie; Paola Pabón, membre de l'Assemblée nationale de l'Équateur; Mabel Bianco, présidente de la fondation pour l'étude et la recherche sur les femmes (FEIM) d'Argentine et co-présidente du Comité d'ONG d'Amérique latine et des Caraïbes pour la Commission de la condition de la femme; Roseli Finscue Chavaco, représentante de l'Alliance continentale des femmes autochtones (ECMIA) de la Colombie, et Magalys Arocha, de la Direction des programmes culturels du ministère de la culture de Cuba.

48. La ministre des autonomies de l'État plurinational de Bolivie a dressé un bilan des progrès accomplis dans ce pays au cours des 20 années écoulées depuis la Conférence de Beijing. Elle a parlé du programme Vivir Bien et des programmes anti-colonisation et anti-patriarcat promus par le gouvernement. Finalement, elle a souligné que, même si l'État plurinational de Bolivie ne possède pas de ministère de la femme, des progrès sont enregistrés de manière générale.

49. La représentante membre de l'Assemblée nationale de l'Équateur a souligné que le thème central dans la région est la question de l'autonomie économique. Elle a aussi attiré l'attention sur l'importance de l'emploi et a affirmé qu'il était fondamental que les politiques abordent la question des soins. En ce qui concerne l'autonomie dans la prise de décision, elle a indiqué que, malgré l'existence de lois sur la parité et les contingents adoptées dans de nombreux pays, des problèmes subsistent dans les listes unipersonnelles à l'échelle locale et au sein des partis politiques. Pour terminer, elle a souligné l'importance de travailler sur le thème des institutions parallèlement à celui de la transversalité.

50. La représentante du Comité d'ONG d'Amérique latine et des Caraïbes pour la Commission de la condition de la femme a déclaré qu'il était grand temps de progresser. Elle a expliqué que, dans les faits, les progrès législatifs n'avaient pas été bénéfiques pour les femmes car les lois en question n'avaient pas été mises en œuvre. Elle a attiré l'attention sur le fait que, malgré la croissance économique et l'augmentation des ressources, celles-ci n'avaient pas été investies pour promouvoir l'égalité et les droits

des femmes en raison du manque de volonté politique des gouvernements, et qu'il fallait donc procéder à un changement politique et culturel dans lequel la société civile aurait pour rôle de réclamer ces droits. Pour terminer, elle a évoqué les enjeux auxquels la région est confrontée pour améliorer l'autonomie des femmes, à savoir les restrictions qui persistent sur les droits à la santé sexuelle et reproductive; l'impunité face à la violence; l'accès limité à la sécurité sociale, et le manque d'attention accordée aux problèmes des petites filles.

51. La déléguée de l'Alliance continentale des femmes autochtones a parlé du processus anti-colonisation et anti-patriarcat des programmes, des plans et des états. Elle a souligné que le débat se centrait sur une seule culture et qu'il fallait réfléchir attentivement à la culture que l'on souhaitait. Pour conclure, elle a invité les participantes, au nom des peuples autochtones de l'Amérique, à prendre en compte la multidimensionnalité et la particularisation.

52. La représentante de la Direction des programmes culturels du ministère de la culture de Cuba a indiqué que le rapport entre la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et le Programme d'action de Beijing n'avait pas été suffisamment approfondi dans les rencontres internationales et au sein des gouvernements. Elle a également évoqué la réunion de la Commission de la condition de la femme tenue en 1994 en raison du rôle important qu'elle a joué dans l'élaboration de la base d'un langage commun en vue de la conférence de Beijing. Elle a également commenté les enjeux auxquels les femmes sont confrontées dans différents domaines, par exemple les soins, la violence, les fillettes, les conflits armés et l'environnement. Pour conclure, elle a parlé du manque d'entente, de compréhension, de mesure de l'égalité et de la non-discrimination et a souligné que, tant que ces concepts ne seront pas correctement cernés, il sera impossible d'appliquer des mesures spéciales de mise en œuvre, ni d'utiliser cette information de façon efficace pour l'élaboration de politiques publiques.

53. Dans le débat qui a suivi, plusieurs représentantes de la société civile ont évoqué la nécessité de reconnaître les femmes handicapées, l'inclusion de la part des gouvernements de la perspective de genre dans les budgets malgré les programmes d'ajustement structurel, et la création du Fonds régional pour l'égalité.

Troisième panel: « L'autonomie économique des femmes dans le programme de développement pour l'après 2015 en Amérique latine et dans les Caraïbes »

54. Le troisième panel, qui a reçu le soutien du projet Promouvoir l'égalité en Amérique latine et dans les Caraïbes, financé par le ministère des affaires étrangères de la Norvège, Lucía Scuro, spécialiste des affaires sociales de la Division de la promotion de l'égalité des sexes de la CEPALC. Ce panel a été formé par Hege Araldsen, ambassadrice de Norvège au Chili; Laura López de Cerain, directrice de la coopération multilatérale, horizontale et financière de l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) du ministère espagnol des affaires étrangères et de la coopération; Carina Lupica, consultante de la CEPALC; Esperanza Cueto, Présidente de Comunidad Mujer du Chili, et José Rosero Moncayo, directeur exécutif de l'Institut national de statistiques et des recensements (INEC) de l'Équateur (par vidéoconférence).

55. L'Ambassadrice de la Norvège au Chili a fait référence aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) qui ont constitué une puissante plate-forme pour améliorer la situation des femmes et des filles dans le monde grâce, notamment, à l'accès à une éducation plus égalitaire. Elle a indiqué que son pays était fermement en faveur de l'égalité de genre et de l'autonomisation des femmes comme objectif indépendant du programme de développement pour l'après 2015, appelé à remplacer les

OMD après leur échéance en 2015. En ce sens, son pays a promu un nouvel agenda dans le but d'exiger à tous les pays l'engagement de parvenir à un développement durable dans tous les domaines. Elle a expliqué que le progrès enregistré dans son pays s'explique, en grande partie, par l'application de politiques transversales et à long terme, partagées par les gouvernements successifs, reconnaissant la participation économique et politique des femmes. Elle a finalement souligné l'accord de coopération passé avec la CEPALC pour étudier les pactes d'égalité et finalement, a offert l'appui de son gouvernement à la CEPALC et aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes dans la négociation du programme de développement pour l'après 2015.

56. La Directrice de la coopération multilatérale, horizontale et financière de l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) a évoqué les réussites et la contribution de la coopération espagnole à l'égalité de genre, en sa qualité de partenaire des pays de la région, et a souligné l'importance des organisations et de la société civile dans ce domaine. Elle a fait ressortir le travail de l'Observatoire de l'égalité de genre de l'Amérique latine et des Caraïbes que son organisme continuera de soutenir. Elle a également expliqué que l'AECID a contribué, au cours de ses plus de 25 ans d'existence, à renforcer et à promouvoir les trois autonomies de l'observatoire dans les pays de la région, et a évoqué les enjeux futurs, à savoir l'institutionnalisation de l'égalité de genre, la mise en œuvre réelle et effective de la prise en compte transversal de l'égalité de genre dans les politiques publiques, et l'application d'une approche inclusive fondée sur les droits à mesure des progrès accomplis dans l'agenda. Par ailleurs, elle a communiqué la décision de l'Espagne d'appuyer la proposition d'ONU Femmes d'inclure un objectif spécifique relatif au genre dans le programme de développement pour l'après 2015 et a insisté sur la prise en compte transversale et sur la lutte contre la violence. Finalement, elle a affirmé que les nouveaux enjeux doivent être abordés avec largeur d'esprit et avec une vision inclusive des aspects sociaux et culturels, et de façon novatrice.

57. La consultante de la CEPALC a lancé un appel à étudier de plus près le thème de l'autonomie économique des femmes dans la région. Elle a expliqué qu'il était impossible de progresser dans une des autonomies sans avancer parallèlement dans les autres. Elle a ajouté que le travail effectué au domicile et les activités de soins ne peuvent être analysés indépendamment du travail rémunéré car l'un répercute sur l'autre. Elle a également évoqué l'inégalité existant entre les pays et entre les femmes, qui constitue un véritable défi pour les politiques publiques. Par ailleurs, elle a attiré l'attention sur l'existence dudit « plafond de verre », des écarts salariaux et de la ségrégation horizontale. Pour conclure, elle a demandé que davantage d'évaluations soient faites sur l'impact des politiques de l'emploi et non seulement sur la quantification de la participation des femmes au marché de l'emploi.

58. La présidente de ComunidadMujer a présenté l'expérience de la société civile au Chili face aux défis en matière d'éducation et d'autonomie économique des femmes. Elle a expliqué que l'inégalité est présente tout au long du cycle de vie des femmes et que, par conséquent, l'un des défis les plus importants est de promouvoir l'éducation et la participation des femmes et des filles aux sciences et à la technologie. Finalement, elle a indiqué qu'il est fondamental d'améliorer le système éducatif pour mesurer la participation et l'autonomie des femmes.

59. Par vidéoconférence, le Directeur exécutif de l'Institut national de statistiques et des recensements de l'Équateur a réaffirmé son soutien au programme d'action de Beijing et a souligné la création, en 2007, du groupe de travail sur les statistiques ventilées par sexe de la Conférence statistique des Amériques (CEA), coordonné par l'Institut national de statistiques et de géographie (INEGI) du Mexique, avec le soutien technique de la CEPALC et d'ONU Femmes. Il a également mentionné les progrès accomplis par le groupe de travail non rémunéré et les comptes satellites, ainsi que les défis à

relever, comme l'amélioration des enquêtes et des indicateurs. Pour conclure, il a exprimé son soutien à la participation des instituts de statistiques à la planification.

60. Dans le débat qui a suivi, plusieurs délégations ont mis en exergue les avancées enregistrées en matière de statistiques ventilées par sexe dans leurs pays respectifs.

Clôture: « Un nouvel agenda pour l'égalité »

61. La table ronde de clôture a été modérée par Sonia Montaña, Directrice de la Division de la promotion de l'égalité des sexes de la CEPALC. La table ronde était composée par Alejandrina Germán, Ministre de la condition féminine de la République dominicaine; Eleonora Menicucci, Ministre du Secrétariat des politiques pour les femmes du Brésil; Claudia Pascual, Ministre Directrice du Service national de la femme (SERNAM) du Chili; Beatriz Ramírez, Directrice de l'Institut national des femmes (INMUJERES) de l'Uruguay, et Luiza Carvalho, Directrice régionale pour les Amériques et les Caraïbes d'ONU Femmes.

62. La Ministre de la condition féminine de la République dominicaine a fait référence à l'évaluation de Beijing et à la nécessité de faire de l'égalité de genre un axe central de la démocratie. Elle a exhorté les pays développés à honorer les engagements en termes d'aide en ressources et a encouragé les pays en développement à respecter leurs engagements dans les meilleures conditions possibles. Elle a également invité les pays à promouvoir des politiques susceptibles de contribuer au changement, à l'application effective des dispositions légales en vigueur, et à renforcer les plans et programmes de prévention. Elle a souligné que les pays devaient tirer parti de tous les scénarios possibles dans les thèmes abordés et les pratiques apprises. Elle a souligné que les pays devaient tirer parti de tous les scénarios possibles dans les thèmes abordés et les pratiques apprises.

63. La Ministre du Secrétariat des politiques pour les femmes du Brésil a évoqué plusieurs défis à relever pour un nouvel agenda de l'égalité dans des domaines comme la prise de décision, la ségrégation professionnelle, la violence, le développement économique et les coupes budgétaires, c'est-à-dire les trois autonomies de la femme. Elle a lancé un appel aux parlements de la région afin qu'ils créent des fonds pour lutter contre la violence et procèdent à des réformes politiques. Elle a souligné que le programme de développement pour l'après 2015 devait intérioriser et diffuser les politiques publiques en faveur des femmes, inclure des objectifs spécifiques dans le domaine de l'égalité de genre, incorporer des données et des indicateurs statistiques, réaliser des analyses sur la comptabilité nationale relative au travail non rémunéré, réaffirmer l'importance de la démocratie, consolider les accords issus de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), montrer le consensus existant entre les pays et inclure les droits sexuels et reproductifs.

64. La Ministre Directrice du Service national de la femme du Chili a fait ressortir l'importance d'une révision de Beijing+20, en tant que moment historique, et de lui donner un nouveau sens d'opportunité d'inclusion et de révision des acquis. Elle a appelé à une mise en œuvre plus efficace des mesures adoptées et à un renforcement des engagements et des consensus. Elle a également demandé d'accroître les ressources nationales pour mettre en place des politiques et stratégies pour les questions de genre, ainsi que pour apporter un soutien à l'échelle nationale. Finalement, elle a demandé aux pays de progresser dans les politiques nationales et d'assumer le retard pris dans la mise en œuvre.

65. La Directrice de l'Institut national des femmes de l'Uruguay a souligné la persistance du sexisme et du racisme comme formes structurelles qui sont une source de discrimination et d'inégalité; ceci oblige à une actualisation permanente des aspects statistiques pour fournir des intrants et améliorer les

interventions destinées à déstructurer la discrimination et l'inégalité. Elle a mis l'accent sur la nécessité de reprendre les 12 domaines critiques de Beijing et l'agenda de l'égalité résultant du processus de l'approche fondée sur les droits. Elle a expliqué que l'Uruguay avait la responsabilité de synthétiser les consensus et les accords en vue de la 13<sup>e</sup> Conférence régionale qui sera tenue en 2016 dans ce pays. Elle a ajouté qu'il fallait également construire une autorité politique, ce qui exige en outre un budget et de la volonté. Elle a expliqué le besoin exprimé par la société civile de créer un fonds régional pour l'égalité de genre et a signalé que le devoir de l'institution était de prêter son concours dans ce processus. En guise de conclusion, elle a souligné qu'il fallait mettre en œuvre un plan d'action pour l'égalité de genre qui permette aux femmes de faire partie du développement.

66. La Directrice de la Division de la promotion de l'égalité des sexes de la CEPALC a énuméré les défis à relever pour promouvoir un nouvel agenda de l'égalité et a fait ressortir le rapport entre les organisations et les gouvernements, le rôle du féminisme et la convergence des agendas, entre autres éléments. Elle a en outre souligné trois grandes préoccupations quant à la réalisation de l'agenda: i) la mise en œuvre et l'instrumentation, ii) le besoin de ressources et la nécessité de lier le développement économique et le développement social et iii) les obstacles culturels.

67. La Directrice régionale pour les Amériques et les Caraïbes d'ONU Femmes a invité les participantes à se rappeler les progrès accomplis depuis les consensus de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes au Consensus de Saint-Domingue. Elle a souligné que la décision de créer ONU Femmes obéissait à la reconnaissance du fait qu'il fallait poursuivre le combat pour parvenir à l'égalité réelle des femmes. Finalement, elle a expliqué que la future feuille de route est un appel énergique à mettre en œuvre le Programme d'action de Beijing et apporter les ressources suffisantes.

68. Ensuite, les représentantes de plusieurs pays ont toutes fait ressortir l'importance de garantir la mise en œuvre du Consensus de Saint-Domingue.

69. À l'issue de la Session spéciale, les ministres et les responsables des mécanismes nationaux de promotion de la femme ont adopté la Déclaration ci-après:

Les ministres et autorités ci-après des mécanismes nationaux pour la promotion de la femme, réunies en représentation des gouvernements de l'Amérique latine et des Caraïbes à l'occasion de la commémoration des 20 ans de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, tenue à Beijing en 1995, réaffirmant notre engagement à l'égard de cet agenda de l'égalité de genre et l'accélération de sa mise en œuvre à partir d'une perspective fondée sur les droits humains;

*Reconnaissons* les réalisations et les progrès accomplis au cours de ces 20 dernières années qui, bien que constituant une contribution essentielle à la démocratie, au développement et à la paix, restent insuffisants et démontrent que, comme nous l'avons affirmé à de multiples reprises, l'égalité de genre et l'exercice des droits humains des femmes et des filles sont des éléments fondamentaux pour parvenir à éradiquer la pauvreté, établir une plus grande égalité, la paix et la sécurité, et promouvoir le développement durable dans ses trois piliers, à savoir: économique, social et environnemental;

*Réaffirmons* de façon résolue tous les engagements internationaux, en particulier la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la Convention interaméricaine pour la prévention, la répression et l'élimination de la violence contre les femmes (Convention de Belém do Pará), et tous les engagements régionaux adoptés

récemment, comme le Consensus de Saint-Domingue et le Consensus de Montevideo sur la population et le développement, qui représentent la position régionale la plus actuelle de l'Amérique latine et des Caraïbes;

*Soulignons* le rôle fondamental joué par les organisations non gouvernementales, en particulier les organisations de femmes, le mouvement féministe et les organisations de jeunes, dans l'accomplissement des objectifs fixés dans la Déclaration et dans le Programme d'action de Beijing, et la décision politique des gouvernements qui ont fait leur l'agenda de ces organismes, et *reconnaissons* que les progrès accomplis sont le fruit de l'alliance indispensable entre les femmes au sein et hors du gouvernement, laquelle doit être renforcée à la lumière du programme de développement pour l'après 2015;

*Nous engageons* à promouvoir le programme de développement pour l'après 2015 dans les instances correspondantes pour garantir que l'égalité de genre soit incluse comme objectif spécifique et établisse la perspective de genre et des droits humains comme élément transversal de tous les objectifs, cibles et indicateurs;

*Réitérons* que la mise en œuvre du programme de développement pour l'après 2015 à l'échelle régionale constitue une opportunité stratégique de faire progresser l'égalité de genre et l'autonomie des femmes, dans le cadre d'un suivi des programmes sectoriels des organes subsidiaires de la Commission économique pour l'Amérique latine et des Caraïbes;

*Reconnaissons* les enjeux définis par nos gouvernements ainsi que par des organisations de la société civile dans les différentes instances et nous engageons à adopter toutes les mesures nécessaires pour garantir l'application effective des engagements, en particulier pour accélérer la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing et des consensus régionaux, moyennant une augmentation de l'affectation de ressources, une budgétisation ventilée par sexe, ainsi que de l'exécution et la reddition des comptes, dans le but de favoriser l'application de politiques d'égalité dans le cadre du Programme de développement pour l'après 2015 et de la troisième Conférence internationale de financement du développement qui sera tenue en 2015;

*Réaffirmons* l'importance de disposer de statistiques et d'indicateurs de genre pour le suivi du programme de développement pour l'après 2015, avec un accent particulier sur le dialogue entre producteurs et utilisateurs de l'information et sur l'affectation de ressources suffisantes de la part de l'État et de la coopération internationale pour recueillir une information pertinente, opportune et fiable;

*Convenons* de mettre en place un groupe de travail technique chargé de formuler des budgets fondés sur la perspective de genre, formé par les gouvernements des pays de la région et la société civile, avec le soutien de la Commission économique pour l'Amérique latine et des Caraïbes et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes);

*Félicitons* la Commission économique pour l'Amérique latine et des Caraïbes ainsi que l'entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes), d'avoir organisé cette séance spéciale, en tant qu'espace régional de débat et de prise de décision sur le programme d'égalité de genre comme activité préparatoire de la 59e session de la Commission de la femme, dans le cadre institutionnel du bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes, et demandons que les résultats émanés de cette séance spéciale soient présentés à ladite session.

Questions diverses (point 8 de l'ordre du jour)

**Séance de clôture**

70. La Présidente du Bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes a souligné les résultats de la réunion, à savoir la déclaration de la Session spéciale sur Beijing+20 en Amérique latine et dans les Caraïbes et les accords adoptés.

71. La Directrice de la Division de la promotion de l'égalité des sexes a signalé que les portes de la CEPALC s'étaient ouvertes à l'égalité de genre, fruit du travail et de l'établissement de rapports de confiance entre le gouvernement et la société civile, avec la participation active des institutions spécialisées et d'autres organisations du système des Nations Unies. Elle a également souligné le rôle joué par les pays de la région pour que le Groupe de la femme se transforme en Division de la promotion de l'égalité des sexes de la CEPALC et a remercié la coopération internationale, en particulier celle du gouvernement espagnol.

72. Les points à l'ordre du jour ayant été tous abordés, la Présidence a prononcé la clôture de la réunion.

**D. ACCORDS**

73. À l'issue de sa cinquante-et-unième réunion, le Bureau de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes a adopté les accords ci-après :

1. *Appuyer* la déclaration de la réunion technique des Caraïbes, tenue à Santiago les 14 et 15 novembre 2014, dans laquelle elle reconnaît la spécificité des enjeux actuels ;
2. *Adopter* la Déclaration de la Séance spéciale sur Beijing+20 en Amérique latine et dans les Caraïbes ;
3. *Adopter également*, comme thème de discussion de la treizième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes, la question de l'égalité de genre, des autonomies des femmes et du développement durable : progrès dans sa mise en œuvre ;
4. *Demander* au Secrétariat de proposer un calendrier d'activités pour le processus préparatoire de la treizième Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes, qui sera tenue à Montevideo en 2016 ;
5. *Reconnaître* la proposition de la CEPALC sur les pactes en tant qu'instrument politique pour faire progresser l'agenda de l'égalité, et demander que l'examen de ce thème soit approfondi depuis la perspective des exercices de pouvoir des femmes, ainsi que son rapport avec les processus de prise en compte transversale du genre et d'autres stratégies pour aborder les politiques publiques visant à l'égalité de genre ;
6. *Réaffirmer* l'importance de reconnaître et d'aborder les différentes situations et nécessités des femmes, dans toute leur diversité et durant tout le cycle de vie, y compris les femmes afrodescendantes, autochtones, rurales, lesbiennes, gays, bisexuelles et transsexuelles (LGBT), les femmes vivant avec un handicap et les femmes âgées, dans la mise en œuvre

des politiques publiques dans le contexte du programme de développement pour l'après 2015, pour garantir tous et chacun de leurs droits, notamment en matière de santé, de leurs droits sexuels et reproductifs, de leurs autonomies et de leur droit à l'égalité dans le domaine public et privé ;

7. *Renforcer* les mesures, politiques et programmes visant à prévenir et affronter toutes les formes de violence à l'égard des femmes, les effets pervers de la délinquance organisée sur la vie des femmes et des filles, les disparitions forcées, la traite de personnes et l'exploitation sexuelle, le féminicide, la violence des groupes armés et la violence faite aux femmes défenseuses des droits humains et aux journalistes ;
8. *Encourager* la coopération régionale en matière de genre avec la Communauté des Etats latino-américains et des Caraïbes (CELAC), et définir des lignes de travail conjoint avec son groupe à composition non limitée afin de définir et de promouvoir, de manière intégrale et inclusive, des stratégies qui aident à faire face et à répondre aux besoins et exigences des femmes, des filles et des adolescentes des pays de la région, comme le signalent les Consensus de Saint-Domingue, de Quito et de Brasilia ;
9. *Faire sien* l'accord 19 de la première réunion du bureau de la Conférence régionale sur la population et le développement de l'Amérique latine et des Caraïbes, afin d'assurer un suivi coordonné entre les organes subsidiaires de la CEPALC ;
10. *S'engager* à informer de façon périodique et compréhensible les progrès et les résultats des budgets nationaux ;
11. *Ratifier* les engagements contractés au préalable par les gouvernements de la région quant à la nécessité d'assurer la pérennité des organisations et des mouvements de femmes et féministes et, à cet égard, l'importance de progresser vers la création d'un fonds régional destiné à l'égalité entre les sexes, conformément aux dispositions des paragraphes 28,103 et 120 du Consensus de Saint-Domingue ;
12. *Redoubler* d'efforts et renforcer l'engagement du pays vis-à-vis de la création du fonds et demander à la Commission, en sa qualité de secrétariat technique de la conférence régionale sur les femmes, de promouvoir la création d'un groupe de travail qui adopte progressivement des actions à différents niveaux pour matérialiser cette idée, en consultation avec les organisations féministes et de femmes de la région ;
13. *Accueillir* favorablement la proposition de stratégie du bureau pour la mise en œuvre du Consensus de Saint-Domingue ;
14. *Célébrer* les 15 ans de réunions internationales sur les statistiques de genre, ainsi les efforts soutenus du groupe de travail sur les statistiques de genre de la Conférence statistique des Amériques de la CEPALC, coordonné par le Mexique ;
15. *Reconnaître* le travail stratégique et fondamental réalisé par la Division de la promotion de l'égalité des sexes de la CEPALC, sous la houlette de sa directrice, pour promouvoir la situation des femmes latino-américaines et des Caraïbes.



Annexe

**LISTE DES PARTICIPANTS****A. Estados miembros de la Comisión  
States members of the Commission****ALEMANIA/GERMANY**Representante/Representative:

- Christian Nelson Gayoso, Consejero Económico, Embajada de la República Federal de Alemania en Chile, email: wi-1@santi.diplo.de

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Katja Obergfell, Agregada de Protocolo y Cooperación Económica, Embajada de la República Federal de Alemania en Chile, email: pol-10@santi.diplo.de
- Sabine Adrian, Agregada de Asuntos Comerciales, Embajada de la República Federal de Alemania en Chile, email: wi-10@santi.diplo.de
- Teo Geldner, Asistente del Primer Secretario, Embajada de la República Federal de Alemania en Chile, email: vw-hosp@santi.auswaertiges-amt.de

**ANTIGUA Y BARBUDA/ANTIGUA AND BARBUDA**Representante/Representative:

- Valarie Williams, Executive Director, Directorate of Gender Affairs, Ministry of Social Transformation and Human Resource Development, email: gender@antigua.gov.ag, valariewllms@gmail.com

**ARGENTINA**Representante/Representative:

- Mariana Agustina Gras Buscetto, Presidenta, Consejo Nacional de las Mujeres, email: presidencia@cnm.gob.ar

Miembro de la delegación/Delegation members:

- Romina Iglesia, Secretario, Embajada de la Argentina en Chile, email: iir@mrecic.gov.ar

**BAHAMAS**Representante/Representative:

- Melanie Griffin, Minister, Ministry of Social Services and Community Development, email: melaniegriffin@bahamas.gov.bs

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Christine Campbell, Head, Bureau of Women's Affairs, Ministry of Social Services and Community Development, email: christinecampbell@bahamas.gov.bs, womenbureau@bahamas.gov.bs

**BOLIVIA (ESTADO PLURINACIONAL DE)/BOLIVIA (PLURINATIONAL STATE OF)**Representante/Representative:

- Claudia Peña, Ministra de Autonomías del Estado Plurinacional de Bolivia, email: claudiapecla@yahoo.com

Miembros de la delegación/Delegation members:

- María Magdalena Cajías de la Vega, Cónsul General, Consulado General del Estado Plurinacional de Bolivia, email: colivian-santiago@consuladodebolivia.cl
- Ana Bertha Clavijo Pinto, Directora General de Prevención y Eliminación de toda forma de violencia en razón de género, Ministerio de Justicia, email: aclavijo262@gmail.com

**BRASIL/BRAZIL**Representante/Representative:

- Eleonora Menicucci, Ministra, Secretaría de Políticas para las Mujeres, email: eleonora.menicucci@spmulheres.gov.br

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Georges Lamaziere, Embajador del Brasil en Chile, email: embajadabrch@gmail.com
- Sônia Malheiros Miguel, Asesora Especial de la Ministra, Secretaría de Políticas para las Mujeres, email: soniamm@spm.gov.br
- Rosa Marinho da Rosa, Assessora Institucional, Secretaría de Políticas para as Mulheres, Presidência da República, email: rosamarinho@spm.gov.br
- Raquel Breda dos Santos, Directora de Ciudadanía e Responsabilidade Socioambiental e Coordinadora de Genero do Ministério do Meio Ambiente, email: Raquel.breda@mma.gov.br
- Jacqueline Pitanguy, Consejo Nacional de los Derechos de la Mujer (CNDM), email: jacpit@ig.com.br
- Cristiano Rabelo, Primer Secretario, Embajada de Brasil en Chile, email: cristiano.rabelo@itamaraty.gov.br

**CHILE**Representante/Representative:

- Claudia Pascual, Ministra, Directora, Servicio Nacional de la Mujer (SERNAM), email: cpascual@sernam.gob.cl

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Gloria Maira, Subsecretaria, Servicio Nacional de la Mujer (SERNAM), email: gmaira@sernam.gob.cl
- Verónica Chahín, Directora de Política Multilateral, Ministerio de Relaciones Exteriores, email: vchahin@minrel.gob.cl
- Yolanda Pizarro Carmona, Jefa de Gabinete de la Ministra Directora Servicio Nacional de la Mujer (SERNAM), email: ypizarro@sernam.gob.cl
- Claudia Sarmiento, Jefa, Unidad de Reformas Legales, Servicio Nacional de la Mujer (SERNAM), email: csarmiento@sernam.gob.cl
- Antonio Bayas, Encargado de Organismos Económicos Internacionales, Dirección de Política Multilateral, Ministerio de Relaciones Exteriores, email: abayas@minrel.gob.cl
- Sebastian, Lemp, Ministerio de Relaciones Exteriores, email: slemp@minrel.gob.cl

- Lorena Henríquez, Responsable de la Unidad de Género, Ministerio de Relaciones Exteriores, email: lhenriquez@minrel.gob.cl
- Gloria Marlene Yáñez Figueroa, Encargada de Género y Analista de Política, Agencia de Cooperación Internacional (AGCI), email: gyanez@agci.gob.cl
- Teresa Valdés, Asesora Ministra de Salud, Jefa Unidad de Género, email: valdes@minsal.cl
- Magdalena Valdivieso, Asesora Gabinete, Ministra Directora Servicio Nacional de la Mujer (SERNAM), email: mvaldivieso@hotmail.com

## **COLOMBIA**

### Representante/Representative:

- Marta Inés Galindo Peña, Ministra Consejera, Embajada de Colombia en Chile, email: marta.galindo@cancilleria.gov.co

### Miembros de la delegación/Delegation members:

- Flor Ángela Durán Consuegra, Primera Secretaria, Embajada de Colombia en Chile, email: flor.duran@cancilleria.gov.co

## **COSTA RICA**

### Representante/Representative:

- Alejandra Mora Mora, Ministra de la Condición de la Mujer, Presidenta Ejecutiva del Instituto Nacional de las Mujeres (INAMU) y Presidenta de la Comisión Interamericana de Mujeres de la OEA, email: amora@inamu.go.cr

### Miembros de la delegación/Delegation members:

- Ana Elena Pinto, Encargada de Negocios a.i, Embajada de Costa Rica en Chile, email: apinto@rree.go.cr
- Ana Lorena Flores Salazar, coordinadora, Área de Gestión de Políticas Públicas, Instituto Nacional de las Mujeres (INAMU), email: aflores@inamu.go.cr
- Montserrat Vargas Solórzano, Ministra Consejera y Cónsul General, Embajada de Costa Rica en Chile, email: consulado@costarica.cl

## **CUBA**

### Representante/Representative:

- Teresa María Amarelle Boué, Miembro, Consejo de Estado de la República de Cuba y Secretaría General, Federación de Mujeres Cubanas (FMC), email: fmc7@enet.cu, fmc@enet.cu

### Miembros de la delegación/Delegation members:

- Adolfo Curbelo Castellanos, Embajador de Cuba en Chile, email: emcuchil@embacuba.cl
- Yanira Victoria Kuper Herrera, Secretaria de Relaciones Exteriores, Federación de Mujeres Cubanas, email: rriifmc@enet.cu, kupperryani@gmail.com
- Damary Vilá, Funcionaria, Dirección de Organismos Económicos Internacionales, email: damary.vila@mincex.cu
- Isabel Catalina Moya Richard, Directora General, Editorial de la Mujer, Federación de Mujeres Cubanas, email: imoya@enet.cu, mujeres@enet.cu
- Marcos Hernández Sosa, Primer Secretario, Embajada de Cuba en Chile, email: segmision@embacuba.cl
- Yacmel Díaz Rodríguez, Primer Secretario, Embajada de Cuba en Chile, email: agrecom@embacuba.cl

**ECUADOR**Representante/Representative:

- Yina Quintana, Presidenta, Consejo Nacional para la Igualdad de Género, email: yquintana@igualdadgenero.gob.ec, yinquizu@yahoo.com

**EL SALVADOR**Representante/Representative:

- Yanira Maridol Argueta Martínez, Directora Ejecutiva, Instituto Salvadoreño para el Desarrollo de la Mujer (ISDEMU), email: y.arqueta@isdemu.gob.sv

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Aida Elena Minero, Embajadora de El Salvador en Chile, email: embasalva@adsl.tie.cl
- Karen Michelle Mejía Burgos, Jefa Unidad de Relaciones Internacionales, Instituto Salvadoreño para el Desarrollo de la Mujer (ISDEMU), email: Karen.mejia@isdemu.gob.sv
- Ledy Alejandrina Moreno Cruz, Especialista de Rectoría de Igualdad Sustantiva, Instituto Salvadoreño para el Desarrollo de la Mujer (ISDEMU), email: l.moreno@isdemu.gob.sv
- Marta Vásquez, Técnica de Grupos Poblacionales, Dirección de Grupos Poblacionales, Ministerio de Relaciones Exteriores, email: mramirez@rree.gob.sv
- Maddelin Brizuela, Directora de Grupos Poblacionales, Ministerio de Relaciones Exteriores, email: mvbrizuela@rree.gob.sv

**ESPAÑA/SPAIN**Representante/Representative:

- Laura López de Cerain, Directora de Cooperación Multilateral, Horizontal y Financiera, Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID), Ministerio de Asuntos Exteriores y de Cooperación, email: directora.cmhf@aecid.es

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Ana López Castelló, Coordinadora del Programa de Cooperación Técnica CEPAL-AECID, Chile, email: ana.lopez@cepal.org

**FRANCIA/FRANCE**Representante/Representative:

- Caroline Joly, Primera Secretaria, Embajada de Francia en Chile, email: caroline.joly@diplomatie.gouv.fr

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Marion Giacobbi, Asesora de Cooperación Descentralizada, Embajada de Francia en Chile, email: marion.giacobbi@diplomatie.gouv.fr

**GRANADA/GRENADA**Representante/Representative:

- Delma Thomas, Minister of Social Development and Housing, email: ministrysod@yahoo.com, socialdevelopment@gov.gd, delmathomas2002@gmail.com

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Jicinta Alexis, Gender Analyst, Division of Gender and Family Affairs, Ministry of Social Development and Housing, email: genderanalystmosdh@gmail.com

**GUATEMALA**

Representante/Representative:

- Bertha Leonor Falla Alonso, Directora de Cooperación y Relaciones Internacionales, Secretaría Presidencial de la Mujer (SERPREM), email: berthafalla@yahoo.com

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Guisela Atalida Godínez Sazo, Embajadora de Guatemala en Chile, email: embajada@guatemala.cl

**GUYANA**

Representante/Representative:

- Jennifer I.M. Webster, Ministry of Labour, Human Services and Social Security, email: ministerhsss@yahoo.com

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Dinte Conway, Head, Special Projects and Monitoring and Evaluation, Ministry of Labour, Human Services and Social Security, email: dinte15@yahoo.com

**HAITÍ/HAITI**

Representante/Representative:

- Amedee Denise, Director, Ministry of Women's Affairs, email: mdenisyl@yahoo.fr

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Sandy Francois, Director, Ministry of Women's Affairs, email: francois.sandy@ymail.com

**HONDURAS**

Representante/Representative:

- Aracely Banegas Alfaro, Consejero, Embajada de Honduras en Chile, email: aracely.banegas@gmail.com

**JAPÓN/JAPAN**

Representante/Representative:

- Yoshinori Miyajima, Segundo Secretario, Embajada del Japón en Chile, email: yoshinori.miyajima@mofa.go.jp

Miembros de la delegación/Delegation members:

- Masahide Yamamoto, Coordinador, Embajada del Japón en Chile, email: masahide.yamamoto@sg.mofa.go.jp

**MÉXICO/MEXICO**Representante/Representative:

- María Marcela Eternod Arámburu, Secretaria Ejecutiva, Instituto Nacional de las Mujeres (INMUJERES), email: mmeternod@inmujeres.gob.mx

Miembros de la delegación/Delegation members:

- María Angélica Luna y Parra y Trejo Lerdo, Titular, Instituto Nacional de Desarrollo Social (INDESOL), email: angelica.lunaparra@indesol.gob.mx
- Olga Minerva del Riego de los Santos, Directora de Asuntos Internacionales, Instituto Nacional de las Mujeres (INMUJERES), email: omdelriego@inmujeres.gob.mx
- Caritina Saénz Vargas, Primera Secretaria, Relaciones Legislativas, Temas Globales y Comunidades Mexicanas, email: csaenz@emexico.cl

**PANAMÁ/PANAMA**Representante/Representative:

- Liriola Leoteau, Directora General, Instituto Nacional de las Mujeres (INAMU), email: direcciongeneral@inamu.gob.pa

Miembros de la delegación/Delegation member:

- Yaravy Marisol Almanza Moreno, Técnica de Oficina Cooperación Internacional, Instituto Nacional de la Mujer (INAMU), email: yaravy.inamu@gmail.com

**PARAGUAY**Representante/Representative:

- Estela Eresmilda Sánchez Dávalos, Viceministra de Protección de los Derechos de las Mujeres, Ministerio de la Mujer, email: esanchez@mujer.gov.py

**PERÚ/PERU**Representante/Representative:

- Ana María Alejandra Mendieta Trefogli, Viceministra de la Mujer, Ministerio de la Mujer y Poblaciones Vulnerables (MIMP), email: amendieta@mimp.gob.pe

Miembros de la delegación/Delegation member:

- Carlos Manchego, Encargado Asuntos Económicos, Ministro Consejero, Embajada del Perú en Santiago, email: cmanchego@embajadadelperu.cl

**REPÚBLICA DOMINICANA/DOMINICAN REPUBLIC**Representante/Representative:

- Alejandrina Germán, Ministra de la Mujer, Ministerio de la Mujer, email: agermanmejia@gmail.com

Miembros de la delegación/Delegation member:

- Ramonita García, Viceministra, Ministerio de la Mujer, email: ramonita\_garcia@hotmail.com
- Yngrid Alcántara, Directora de Asuntos Internacionales, Ministerio de la Mujer, email: yngridalcantara@yahoo.com

## **SAN VICENTE Y LAS GRANADINAS/SAINT VINCENT AND THE GRENADINES**

### Representante/Representative:

- Polly Olliver, Coordinator, Gender Affairs Division, Ministry of National Mobilisation, email: pololliver@yahoo.com

## **SURINAME**

### Representante/Representative:

- Miriam Mac Intosh, First Secretary, Permanent Mission of Suriname to the United Nations, email: mirmacintosh@gmail.com

### Miembros de la delegación/Delegation member:

- Mireille Ngadimin, Official, National Bureau Gender Policy, Ministry of Home Affairs, email: nbg\_sur@yahoo.com, m.ngadimin@yahoo.com
- Julia Terborg, Gender Issues Advisor, Ministry of Home Affairs, email: jterborgcpd@gmail.com
- Nensy Sitawatie Bandhoe, Executive Director, Stichting Lobi (LOBI), Suriname, email: bandhoenensy@yahoo.com

## **URUGUAY**

### Representante/Representative:

- Beatriz Ramírez, Directora, Instituto Nacional de las Mujeres, Ministerio de Desarrollo Social, email: bramirez@mides.gub.uy

### Miembros de la delegación/Delegation member:

- Silvana Guerra, Directora, Comisión de Género, Ministerio de Relaciones Exteriores, email: Silvana.guerra@mrree.gub.uy

## **B. Miembros asociados Associate members**

## **CURAÇAO**

### Representante/Representative:

- Ruthmilda Daniela Larmonie-Cecilia, Minister of Social Development, Labour and Welfare, email: ruthmilda.larmonie@gobiernu.cw

### Miembros de la delegación/Delegation member:

- Jeanette María Angela Juliet-Pablo, Senior Policy Advisor, Ministry of Social Development, Labor and Welfare, email: Jeannette.juliet@gobiernu.cw
- Zandra Elizabeth Vos, Policy Advisor, Ministry of Social Development, Labor and Welfare, email: zandra.vos@gobiernu.cw

## **PUERTO RICO**

### Representante/Representative:

- Wanda Vázquez, Procuradora de la Mujer, email: wvazquez@mujer.gobierno.pr

Miembros de la delegación/Delegation member:

- Marisol Blasco, Ayudante Especial en Asuntos de Género, Oficina de la Procuradora de las Mujeres, email: mblasco@mujer.gobierno.pr

**C. Estados Miembros de las Naciones Unidas que no lo son de la Comisión y participan en carácter consultivo/  
States Member of the United Nations not Members of the Commission and participating in a Consultative Capacity**

**NORUEGA**

Representante/Representative:

- Hege Araldsen, Embajadora de Noruega en Chile, email: hege.araldsen@mfa.no, Riitta.Alanen@mfa.no

**D. Secretaría de las Naciones Unidas  
United Nations Secretariat**

**Oficina del Alto Comisionado para los Derechos Humanos (ACNUDH)/Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR)**

- Mariela Infante, Consultora, Chile, email: infante.consultora@ohchr.org

**E. Organismos de las Naciones Unidas  
United Nations bodies**

**Entidad de las Naciones Unidas para la Igualdad de Género y el Empoderamiento de las Mujeres (ONU-Mujeres)/United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women (UN-Women)**

- Gulden Turkoz-Cosslett, Oficial a cargo del Buró de Política y Programas, email: gulden.turkoz-cosslett@unwomen.org
- Luiza Carvalho, Regional Director for the Americas and the Caribbean, email: luiza.carvalho@unwomen.org
- Ana Gúezmes, Representative in Mexico, email: ana.guezmes@unwomen.org
- Belen Sans, Representative in Colombia, email: belen.sanz@unwomen.org
- Christine Arab, Representative, email: christine.arab@unwomen.org
- María Machicado, Representative in Guatemala, email: maria.machicado@unwomen.org
- Moni Pizani, Representante en el Ecuador, email: moni.pizani@unwomen.org
- Nadine Gasman, Representative in Brazil, email: nadine.gasman@unwomen.org
- Bibiana Aido Almagro, Programme Advisor, Programme Division, email: bibiana.aido.almagro@unwomen.org
- Magdalena Furtado, Gender Advisor, Uruguay, email: magdalena.furtado@unwomen.org
- María Inés Salamanca, Programme Coordinator, UN-Women/EU Joint Programme in Chile, email: maria.salamanca@unwomen.org

- Victoria Díaz García, Programme Specialist, Regional Office for the Americas and Caribbean, email: victoria.diaz.garcia@unwomen.org
- Luis Isava, Analyst, Regional Office for the Americas and Caribbean, email: luis.isava@unwomen.org

**Fondo de las Naciones Unidas para la Infancia (UNICEF)/United Nations Children's Fund (UNICEF)**

- María Elena Ubeda, Especialista en Desarrollo de la Primera Infancia, Oficina Regional para América Latina y el Caribe, email: meubeda@unicef.org

**Fondo de Población de las Naciones Unidas (UNFPA)/United Nations Population Fund (UNFPA)**

- Ana Elena Badilla, Asesora Regional en Juventud y Género de la oficina regional para América Latina y el Caribe, email: badilla@unfpa.org
- Sheila Roseau, Directora, Oficina Subregional de Jamaica, email: Roseau@unfpa.org
- Mariela Cortés, Oficial de Enlace, Chile, email: cortes@unfpa.org

**Oficina del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados (ACNUR)/Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR)**

- Magda Medina, Jefa, Oficina Nacional en Chile, email: medinam@unhcr.org

**Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD)/United Nations Development Programme (UNDP)**

- Antonio Molpeceres, Coordinador Residente del Sistema de las Naciones Unidas y Representante Residente en Chile, email: antonio.molpeceres@undp.org
- Eugenia Piza-López, Directora de Género para América Latina y el Caribe, Panamá, email: eugenia.piza-lopez@undp.org
- Elizabeth Guerrero, Punto Focal de Género, Chile, email: Elizabeth.guerrero@undp.org

**F. Organismos especializados  
Specialized agencies**

**Organización de las Naciones Unidas para la Alimentación y la Agricultura (FAO)/  
Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)**

- Soledad Parada, Asesora del Subdirector General y Representante Regional para América Latina y el Caribe, email: soledad.parada@fao.org
- Delfina Mieville Manni, Consultora de Género, Chile, email: delfina.mievillemanni@fao.org

**Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (FIDA)/International Fund for Agricultural Development (IFAD)**

- Juan Moreno Belmar, Gerente Operaciones para Perú y Colombia, División de América Latina y el Caribe, Perú, email: j.morenobelmar@ifad.org

**Organización Mundial de la Salud (OMS)-Organización Panamericana de la Salud (OPS) /  
World Health Organization (WHO)-Pan American Health Organization (PAHO)**

- Anna Coates, Jefa de Unidad, Género y Diversidad Cultural, Estados Unidos, email: coatesa@paho.org
- Shelly Abdool, Gender and Health Advisor, email: abdools@paho.org

### **G. Organizaciones intergubernamentales Intergovernmental organizations**

#### **Banco de Desarrollo del Caribe/Caribbean Development Bank (CDB)**

- Marsha Caddle, División de Cooperación Técnica/Technical Cooperation Division, Barbados, email: caddlem@caribank.org

#### **CAF-Banco de Desarrollo de América Latina/CAF-Development Bank of Latin America**

- Angie Palacios, Ejecutiva de la Oficina de Representación en Argentina, email: apalacios@caf.com

#### **Comisión Europea/European Commission**

- Anna Lucía Pinto, Programme Manager, Bélgica, email: anna-lucia.pinto@ec.europa.eu

#### **Facultad latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO)/Latin American Faculty of Social Sciences**

- Sonia Yáñez, Profesora Investigadora, Chile, email: sonia.yanez@flacsochile.org, syanezrdd@gmail.com
- Gloria Bonder, Directora, Área de Género, Sociedad y Políticas, Argentina, email: glorbond@gmail.com

#### **Fundación EU-LAC/EU-LAC Foundation**

- Erika Guzmán Romero, Coordinadora de Programa CONECTA, Alemania, email: eguzman@eulacfoundation.org

#### **Organización Internacional para las Migraciones (OIM)/International Organization for Migration (IOM)**

- Norberto Girón, Jefe de Misión, Oficina Nacional en Chile, email: ngiron@iom.int

#### **Sistema de la Integración Centroamericana (SICA)/Central American Integration System**

- Ada Eryln Méndez Narváez, Secretaria Técnica de la Mujer a.i, Consejo de Ministras de la Mujer de Centroamérica y República Dominicana (STM-COMMCA), email: aemendez@sica.int
- Ana María Lemus Rodríguez, Encargada de Relaciones Internacionales y Cooperación, Secretaría Técnica de la Mujer (COMMCA/SICA), email: alemus@sica.int

### **H. Organizaciones no gubernamentales Non-governmental organizations**

#### **Acción AG**

- Loreto Bravo, Chile, email: Loreto.bravo@accionag.cl

#### **Agrupación de Mujeres por la Paz de Candelaria-Valle**

- Sonia Vélez Lenis, Coordinadora, Colombia, email: sonia.santiagodecali@gmail.com

#### **Alliance Defending Freedom (ADF)**

- Henry Boys Loeb, Representante, Estados Unidos, email: ncasillas@alliancedefendingfreedom.org

**Amnistía Internacional/Amnesty International**

- Flori Estévez, Directora de Campañas, Chile, email: flori.estevez@amnistia.cl
- Ana Piquer, Directora Ejecutiva, Chile, email: ana.piquer@amnistia.cl

**Articulación Feminista Marcosur**

- Ana Cristina González Vélez, Colombia, email: acgonzalezvelez@gmail.com
- María de la Luz Garrido Revelles, Uruguay, email: lgarrido@cotidianomujer.org.uy

**Asociación de Jueces de Argentina**

- Virginia Simari, Presidenta, Argentina, email: info@amja.org.ar

**Asociación Demográfica Costarricense**

- Hilda Picado, Directora Ejecutiva, Costa Rica, email: hpicado@adc-cr.org

**Asociación Hondureña para el Desarrollo (AHDESA)**

- Karin Josseth Salinas Padilla, Gestora de Proyectos, Honduras, email: josskqs@yahoo.com

**Asociación para el Progreso de las Comunicaciones (APC)**

- Dafne Cristina Sabanes Plou, Coordinadora Regional, Programa Derechos de las Mujeres, Argentina, email: Daphne@apcwomen.org
- Kemly Camacho, Coordinadora General, Cooperativa Sulabatsu, Costa Rica, email: kemly@sulabatsu.com

**Balance AC**

- Oriana López Uribe, México, email: oriana@redbalance.org
- Gabriela García Patiño, Coordinadora de Programa, email: Gabriela@redbalance.org

**Caribbean Network of Rural Women Producers**

- Mildred Crawford, Vicepresidente, Jamaica, email: mildredcashmere@hotmail.com

**Católicas por el Derecho a Decidir/Catholics for Choice**

- Andrea Ramírez Lanza, Coordinadora, Unidad de Educación y Capacitación, Estado Plurinacional de Bolivia, email: andrea@catolicasbolivia.org, andrea.ramirez.lanza@gmail.com
- María Eugenia Olmos, Argentina, email: Eugenia@catolicas.com.ar
- Claudia Anzorena, Argentina, email: Claudia\_anzorena@yahoo.com.ar
- María Marcela Frencia, Argentina, email: marcelaf@catolicas.com.ar
- María Victoria Tesoriero, Argentina, email: victoria@catolicas.com.ar
- Silvia Juliá, Argentina, email: Silvia.julia@catolicas.com.ar
- Yuri del Carmen Puello Orozco, Coordinadora, Brasil, email: cddbr.yury@uol.com.br
- Laura Casanovas, Coordinadora, Unidad de Comunicación y Medios, Bolivia, email: laura@catolicasbolivia.org

**Centro Afroboliviano para el Desarrollo Integral y Comunitario (CADIC)**

- Paola Yáñez, Representante, Estado Plurinacional de Bolivia, email: paulinyanez@gmail.com

**Centro de Documentación y Estudios (CDE)**

- Myrian Angélica González Vera, Directora Ejecutiva, Paraguay, email: myrian@cde.org.py

**Centro de Estudios de la Mujer**

- Preferida Suyapa Martínez Amador, Honduras, email: cemhhonduras@yahoo.es
- Rosalba Todaro, Chile, email: rosaltodaro@cem.cl
- Virginia Guzmán, Chile, email: virginia.guzman.barcos@gmail.com

**Centro de Investigación para la Acción Femenina (CIPAF)/Research Centre for Feminist Action**

- Magaly Pineda, Directora Ejecutiva, República Dominicana, email: magalypt@gmail.com

**Centro de la Mujer Peruana Flora Tristán**

- Liz Ivett Meléndez López, Perú, email: lizmelendez@flora.org.pe
- Virginia Vargas Valente, Perú, email: ginvargas@gmail.com

**Coalición Regional contra el Tráfico de Mujeres y Niñas en América Latina y el Caribe (CATWLAC)/Coalition Against Trafficking in Women**

- Teresa Columba Ulloa Ziaurriz, Red Latinoamericana y Caribeña, México, email: directora@catwlac.org

**Colectiva Mujeres**

- Vicenta Camuso, Integrante de la Coordinación Ejecutiva, Uruguay, email: redmujeresafroconosur@gmail.com

**Comité de América Latina y el Caribe para la Defensa de los Derechos de la Mujer (CLADEM)/Latin American and Caribbean Committee for the Defence of Women's Rights**

- Erika Rodríguez Gómez, Corporación Casa de la Mujer, Colombia, email: erika\_2267@yahoo.es

**Comité de ONG de América Latina y el Caribe para la Comisión de la Condición Jurídica y Social de la Mujer/NGO Committee for Latin America and the Caribbean on the Status of Women**

- Mabel Bianco, Presidenta, Fundación para Estudio e Investigación de la Mujer (FEIM), Argentina, email: feim@feim.org.ar
- Altagracia Balcacer, Fundación para Estudio e Investigación de la Mujer (FEIM), email: feim@feim.org.ar
- Susana Chiarotti, Comité de América Latina y el Caribe para la Defensa de los Derechos de la Mujer (CLADEM), Argentina, email: susana.chiarotti@gmail.com
- Delores Robinson, Vice President, Network of NGOs for the Advancement of Women and ASPIRE, Trinidad and Tobago, email: delletrobinson@yahoo.com
- Aidé García Hernández, Coordinadora de Relaciones Interinstitucionales, Red Latinoamericana de Católicas por el Derecho a Decidir, México, email: politicaspublicas@cddmx.org, iglesias@cddmx.org
- Lana Louise Finikin, Co-President, Sistren Theatre Collective, Jamaica, email: sistren@cwjamaica.com

**Comunidad Internacional de Mujeres Viviendo con VIH/SIDA – ICW Capitulo chileno/International Community of Women Living with HIV/AIDS**

- Carolina Poulsen, Coordinadora de Programas, Chile, email: icwlatinachile.reamujer@gmail.com
- Elise Hilsinger, Coordinadora de Programas, Chile, email: mehilsinger@gmail.com
- Margarita González Caro, Chile
- Verónica Geraldo, Secretaria, Chile

**ComunidadMujer**

- María Esperanza Cueto Plaza, Presidenta, Chile, email: esperanza@comunidadmujer.cl
- Claudia Yachan, Directora de Comunicaciones, Chile, email: Claudia@comunidadmujer.cl

**Congregación de Nuestra Señora de la Caridad del Buen Pastor/Congregation Our Lady of Charity of the Good Shepherd**

- Marta Iris López Castillo, Designada Regional para América Latina y el Caribe, Chile, email: milc29@gmail.com

**Construye, Observatorio para la Mujer de América Latina y el Caribe**

- Sara Guilisasti, Representante, Chile, email: saraguilisasti@gmail.com
- Patricia Edwards, Representante, Chile, email: pedwards2006@gmail.com
- Loreto Cruz, Representante, Chile, email: mlcruz@uc.cl
- Mila Ferrada, Representante, Chile, email: milaferrada@gmail.com

**Coordinadora de la Mujer**

- Mónica Novillo, Directora, Estado Plurinacional de Bolivia, email: monica.novillo@coordinadoradelamujer.org.bo

**Coordinadora Nacional de Atención en VIH/Sida**

- Michael Díaz Rodríguez, Secretario Ejecutivo, Chile, email: midiaz@alumnos.utalca.cl
- Miguel Ángel Alburquerque, Secretario General, Chile, email: corporacion.chilena@gmail.com

**Coordinadora Nacional de Viudas de Guatemala (CONAVIGUA)/National Coordinating Committee of Guatemalan Widows**

- Magdalena Sarat, Coordinadora, Guatemala, email: magdalenasaratp@gmail.com

**Corporación Humanas y Mujeres por la Paz**

- María Carolina Carrera Ferrer, Presidenta, Chile, email: ccarrera@humanas.cl
- Victoria Hurtado, Subdirectora, Chile, email: vhurtado@humanas.cl
- Adriana Benjumea, Colombia, email: abenjumea@humanas.org.co
- María Eugenia Lorenzini, Chile, email: klorenzini@humanas.cl

**Enlace Continental de Mujeres Indígenas de las Américas (ECMIA)**

- María de los Ángeles Bernal, Consejo Nacional de la Mujer Indígena, Argentina, email: marieb1@hotmail.com
- Roseli Finscue Chavaco, Delegada, Colombia, email: reinapazos@yahoo.es

**Equidad de Género: Ciudadanía, Trabajo y Familia**

- Luisa Emilia Reyes, Directora de Políticas y Presupuestos con Enfoque de Género, email: Emilia@equidad.org.mx

**Federación Internacional de Mujeres de Carreras Jurídicas/International Federation of Women in Legal Careers**

- Norma Graciela Chiapparrone, Argentina, email: sgral.fifcj@gmail.com

**Federación Internacional de Planificación Familiar – Región Hemisferio Occidental/International Planned Parenthood Federation-Western Hemisphere Region (IPPF/WHR)**

- María Antonieta Alcalde, Directora de Advocacy, Estados Unidos, email: malcalde@ippfwhr.org

- Rebecca Reingold, Coordinadora de Advocacy, Estados Unidos, email: rreingold@ippfwhr.org
- Renuka Anandjit, Programmes Director, Guyana Responsible Parenthood (GRPA), Guyana, email: renukaa.mer@gmail.com
- Tatiana Isabel Ortiz, Directora Ejecutiva, Centro Ecuatoriano para la Promoción Acción de la Mujer (CEPAM), Ecuador, email: tortiz@cepamgye.org
- Patricia Fernandes Da Silva, International Advocacy Officer, Estados Unidos, email: pdasilvaconsultant@gmail.com
- María Alicia Gutiérrez, Coordinadora Advocacy, Grupo FUSA, Argentina, email: magutierrez@grupofusa.org

#### **Fondo Alquimia**

- Sara Mandujano, Coordinadora Ejecutiva, Chile, email: s.mandujano@fondoalquimia.org

#### **Fundación Chile Siempre**

- Rosario Paz Becker S., Vicepresidenta, Chile, email: rbecker@chilesiempre.cl

#### **Fundación Henry Dunant América Latina**

- Jimena Erazo Latorre, Presidenta, Chile, email: Ximena.erazo@funhd.org

#### **Fundación más Paz menos Sida**

- Patricia Pérez, Presidenta, Argentina, email: pperez@morepeacelessaids.org

#### **Fundación Mexicana para la Planeación Familiar (MEXFAM)**

- Esperanza Delgado, Directora de Red Interinstitucional, México, email: edelgado@mexfam.org.mx

#### **Geledés – Instituto da Mulher Negra**

- Nilza Iraci Silva, Brasil, email: nilraci@uol.com.br
- Valdecir Pedreira Nascimento, Coordinadora Ejecutiva, Brasil, email: nascimento.valdecir65@gmail.com

#### **Grenada National Organisation of Women**

- Jacqueline Pascal, Project Coordinator, email: gnow\_grenada@hotmail.com

#### **Institute for Family Policy**

- Myriam Parra, Estados Unidos, email: lolavelarde@ipfe.org
- Benjamín Lagos Cárdenas, Estados Unidos, email: lolavelarde@ipfe.org
- Patricio Cuevas Lagazzi, Estados Unidos, email: lolavelarde@ipfe.org

#### **Instituto de Investigación de la Mujer (IMU)**

- Deysi Elizabeth Cheyne Romero, Directora Ejecutiva, El Salvador, email: deysicheyne@gmail.com

#### **Instituto de Liderazgo Simone de Beauvoir**

- Ximena Andi6n, Directora, México, email: direccion@ilsb.org.mx
- Denisse Medina Ortega, México, email: denisse.medina@rdfinemexico.org

#### **International Association for Feminist Economics (IAFFE)**

- Silvia Berger, Argentina, email: sberger@fibertel.com.ar

**Ipas México A.C.**

- Julia Escalante De Haro, Coordinadora de Política y Abogacía, México, email: escalantej@ipas.org
- Cecilia Espinoza, Asesora de Juventud para LAC, Estados Unidos, email: espinozac@ipas.org

**Jamaica Family Planning Association**

- Rachel Elora Ustanny, Chief Executive Officer, Jamaica, email: famplanja@gmail.com

**Mujer para la Mujer A.C**

- Ismini Anastassiou, Chile, email: ismini.anastassiou@gmail.com
- Carmen Croxatto, Chile, email: Ccroxatto@yahoo.com
- Marcia Araneda, Chile, email: Philp@mi.cl
- Paz Figueroa, Chile, email: Pazfigueroaosorio@gmail.com

**Mujeres por un Desarrollo Alternativo para una Nueva Era (DAWN)/Development Alternatives with Women for a New Era**

- Nicole Bidegain, Integrante del Comité Ejecutivo, Chile, email: Nicole@dawnnet.org

**National Organisation of Women**

- Marilyn Rosemary Rice-Bowen, President, email: barbadosnow@gmail.com, mricebowen@gmail.com

**Observatorio Equidad de Género en Salud**

- Ana Pamela Eguiguren Bravo, Coordinadora, Chile, email: peguiguren@med.uchile.cl

**Organización de Mujeres Alas de Mariposas**

- Linsleyd Venetia Tillit Montepeque, Guatemala, email: linsleydtillit@gmail.com

**Organización de Mujeres Nuestra Voz**

- Victoria Cumes Jocholá, Guatemala, email: vicky5816@hotmail.com

**Red Chilena de Violencia Región del Maule**

- Jeannette de las Mercedes Vicencio Patirro, Presidenta, Centro Social de Mujeres Maulinas y Red chilena de Violencia, Chile, email: jeny\_vicencio@hotmail.com
- Guacolda Saavedra R., Coordinadora, Centro Social de Mujeres Maulinas y Red chilena de Violencia Chile, email: cs.mujeresmaulinas@live.cl
- María Elena Dote G., Coordinadora, Centro Social de Mujeres Maulinas Red chilena de Violencia, Chile, email: cs.mujeresmaulinas@live.cl

**Red de Educación Popular entre Mujeres de América Latina y el Caribe (REPEM-LAC)/ Women's Popular Education Network**

- Marcela Ballara, Asesora Senior, Colombia, email: marcela.ballara@gmail.com
- Rocío Rosero Garcés, Ecuador, email: rocio.rosero@gmail.com

**Red de Mujeres Afrolatinas, Afrocaribeñas y de la Diáspora, enlace República Dominicana/ Network of Afro-Latin American, Afro-Caribbean and Diaspora Women**

- Marianela Carvajal Díaz, República Dominicana, email: marianelacd80@gmail.com
- Caren Paola Yañez Inofuentes, Coordinadora para la región andina, Estado Plurinacional de Bolivia, email: paolinyaez@gmail.com

**Red de Mujeres Colombia**

- Beatriz Quintero, Secretaría Técnica Red Nacional de Mujeres, Colombia, email: beatrizquinterog@outlook.com

**Red de Mujeres, Desarrollo, Justicia y Paz, A.C.**

- Fernando Vial, Representante, México, email: fvial@chilesiempre.cl
- Javiera Gutiérrez, Representante, México, email: jgutierrez1@uc.cl
- Rosario Becker, Representante, México, email: rbecker@chilesiempre.cl

**Red de Mujeres y Hábitat de América Latina/Women and Habitat Network Latin America**

- Olga Segovia Marín, Coordinadora Regional, Chile, email: olgasegovia@sitiosur.cl

**Red de Salud de las Mujeres Latinoamericanas y del Caribe (RSMLAC)/Latin American and Caribbean Women's Health Network**

- Cecilia Álvarez Mazariegos, Coordinadora de Incidencia Política, Grupo Guatemalteco de Mujeres, Guatemala, email: ggmincidencia@gmail.com
- Daptne Cuevas, Consejera Directiva, México, email: daptne@consorcio.org.mx

**Red de Seguridad y Defensa de América Latina**

- Maud Farrugia, Investigadora, Argentina, email: secretaria@resdal.org

**Red de Trabajadoras Sexuales (RedTraSex)**

- Elena Eva Reynaga, Secretaria Ejecutiva, Argentina, email: secejecutiva@redtralsex.org
- Herminda del Carmen González Inostroza, Coordinadora Nacional y Presidenta, Fundación Margen, Santiago, email: hermindagonzalez4@gmail.com

**Red Latinoamericana de Jóvenes por los Derechos Sexuales y Reproductivos (RedLac)/ American and Caribbean Youth Network on Reproductive and Sexual Rights**

- Sarai Maldonado, Coordinadora Política Juvenil por la Equidad de Género, RedLac Ecuador, email: coordjuvenil@yahoo.es

**Red Latinoamericana de Personas con Discapacidad y sus Familias (RIADIS)**

- Regina Atalla, Vicepresidente, Brasil, email: atallaregina@gmail.com
- María de Lourdes Meno, Brasil, email: luludifoto@yahoo.com.br

**Red Thread Representative on Caribbean Society Advisory Committe**

- Vanda Radzik, Representative/Commissioner, Women & Gender Equality Commission (WGEC), Guyana, email: vandaradzik@yahoo.com

**Red Uruguay contra la Violencia Doméstica y Sexual (RUCVDS)**

- Teresa María Herrera Sormano, Vocera, Uruguay, email: teresa@teresaherrera.org, teresa.herrera@ort.edu.uy

**Republika Libre**

- Marianela Carvajal Díaz, República Dominicana, email: marianelacd80@gmail.com

**RESURJ**

- Maria Clara Viana, Coordinadora de Programas, Estados Unidos, email: mviana@resurj.org

**Soroptimist International**

- Bette Levy, New York Executive Committee, Estados Unidos, email: bslmjb@aol.com

**Tierra Viva**

- Alma Odette Chacón de León, Guatemala, email: secretaria@reddesalud.org

**Vida y Familia de Guadalajara A.C.**

- Elzo Ruggero Cozzi, Representante, México, email: gabytejeda@vifac.org

**Women's Environment and Development Organization**

- Eleanor Blomstrom, Program Director, Head of Office, Estados Unidos, email: eleanor@wedo.org

**World YWCA**

- Marie Soledade Benjamin Jean Pierre, Member, Haití, email: ipsclintonrabb@gmail.com
- Paola Alejandra Quevedo Castedo, Member, Bolivia, email: pao\_quevedo\_cas@hotmail.com
- Sophia Pierre-Antoine, Member, Haití, email: sophiapierreantoine@yahoo.com
- Yuleida Patricia Alvarez Espejo, Colombia, email: ipsclintonrabb@gmail.com
- Andrea Michelle Gradiz Díaz, Honduras, email: andreamgradiz@gmail.com
- Barbara Lont, member, Suriname, email: bnjlont@gmail.com
- Khalea Callender, Member, Trinidad y Tobago, email: khalea.callender@worldywca.org
- Icilda Humes, Belize, email: icildahumes@yahoo.com

**I. Invitada Especial/Special Guest**

- Michelle Bachelet, Presidenta de la República de Chile

**J. Panelistas/Panellists**

- Michelle Bachelet, Presidenta de la República de Chile
- Alicia Bárcena, Secretaria Ejecutiva de la CEPAL, email: Alicia.barcena@cepal.org
- Gulden Turkoz-Cosslett, Oficial a cargo del Buró de Política y Programas, ONU-Mujeres, email: gulden.turkoz-cosslett@unwomen.org
- Claudia Pascual, Ministra, Directora, Servicio Nacional de la Mujer (SERNAM), email: cpascual@sernam.gob.cl
- Olinda Bareiro, Integrante, Comité de Expertas, Convención sobre la Eliminación de Todas las Formas de Discriminación Contra la Mujer (CEDAW), Paraguay, email: linebareiro@gmail.com
- Mabel Bianco, Presidenta, Fundación para Estudio e Investigación de la Mujer (FEIM), Argentina, email: feim@feim.org.ar
- Virginia Vargas Valente, Centro de la Mujer Peruana "Flora Tristán", Perú, email: ginvargas@gmail.com
- María de la Luz Garrido Revelles, Articulación Feminista Marcosur (AFM), Uruguay, email: lgarrido@cotidianomujer.org.uy
- Magalys Arocha, Dirección de Programas Culturales, Ministerio de Cultura, Cuba, email: magalys\_58@yahoo.com

- Laura López de Cerain, Directora de Cooperación Multilateral, Horizontal y Financiera, Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (AECID), Ministerio de Asuntos Exteriores y Cooperación, España, email: [directora.cmhf@aecid.es](mailto:directora.cmhf@aecid.es)
- Carina Lupica, Consultora de la CEPAL, email: [lupica.carina@gmail.com](mailto:lupica.carina@gmail.com)
- Hege Araldsen, Embajadora de Noruega en Chile, email: [hege.araldsen@mfa.no](mailto:hege.araldsen@mfa.no), [Riitta.Alanen@mfa.no](mailto:Riitta.Alanen@mfa.no)
- Eleonora Menicucci, Ministra, Secretaría de Políticas para las Mujeres del Brasil, email: [eleonora.menicucci@spmulheres.gov.br](mailto:eleonora.menicucci@spmulheres.gov.br)
- Alejandrina Germán, Ministra de la Mujer de la República Dominicana, email: [agermanmejia@gmail.com](mailto:agermanmejia@gmail.com)
- Roseli Finscue Chavaco, Delegada, Enlace Continental de Mujeres Indígenas de las Américas, Colombia, email: [reinapazos@yahoo.es](mailto:reinapazos@yahoo.es)
- Paola Pabón, Asambleísta de la Asamblea Nacional del Ecuador, email: [beredos@hotmail.com](mailto:beredos@hotmail.com)
- María Angélica Luna Parra, Titular del Instituto Nacional de Desarrollo Social (INDESOL) de la Secretaría de Desarrollo Social (SEDESOL), México, email: [angelica.lunaparra@indesol.gob.mx](mailto:angelica.lunaparra@indesol.gob.mx)
- Marsha Caddle, División de Cooperación Técnica, Banco de Desarrollo del Caribe, Barbados, email: [caddlem@caribank.org](mailto:caddlem@caribank.org)
- Claudia Peña, Ministra de Autonomías del Estado Plurinacional de Bolivia, email: [claudiapecha@yahoo.com](mailto:claudiapecha@yahoo.com)
- José Rosero Moncayo, Director Ejecutivo del Instituto Nacional de Estadística y Censos (INEC) del Ecuador, email: [jose\\_rosero@inec.gob.ec](mailto:jose_rosero@inec.gob.ec)
- Esperanza Cueto, Presidenta, ComunidadMujer, Chile, email: [esperanza@comunidadmujer.cl](mailto:esperanza@comunidadmujer.cl)
- Lucía Scuro, Oficial de Asuntos Sociales, División de Asuntos de Género/Social Affairs Officer, Division for Gender Affairs, CEPAL/ECLAC, email: [lucia.scuro@cepal.org](mailto:lucia.scuro@cepal.org)
- Beatriz Ramírez, Directora del Instituto Nacional de las Mujeres (Inmujeres) del Uruguay, email: [bramirez@mides.gub.uy](mailto:bramirez@mides.gub.uy)
- Luiza Carvalho, Directora Regional para las Américas y el Caribe de la Entidad de las Naciones Unidas para la Igualdad de Género y el Empoderamiento de las Mujeres (ONU-Mujeres), email: [Luiza.Carvalho@unwomen.org](mailto:Luiza.Carvalho@unwomen.org)
- Sonia Montaña, Directora de la División de Asuntos de Género de la CEPAL, email: [sonia.montano@cepal.org](mailto:sonia.montano@cepal.org)

#### **K. Otros participantes/Other participants**

- Shi Alarcón Zamora, Docente, Investigadora, Costa Rica, email: [alarcon.shi@gmail.com](mailto:alarcon.shi@gmail.com)
- Paulina Aldana Garate, Oficina de migración y refugio de Quilicura, Chile, email: [paulinaldana@gmail.com](mailto:paulinaldana@gmail.com)
- Esperanza Alcaíno, Concejala de Santiago, Municipalidad de Santiago, email: [esperanzaalcaino@gmail.com](mailto:esperanzaalcaino@gmail.com)
- María Cristina Benavente, Consultora, Chile, email: [kiki.benavente@gmail.com](mailto:kiki.benavente@gmail.com)
- Paulina Berlagoscky Mora, Profesora, Escuela de Salud Pública Salvador Allende, email: [fberlagoscky@med.uchile.cl](mailto:fberlagoscky@med.uchile.cl)
- Yamilé Cabrera, Municipalidad de Quilicura, Chile, email: [y.cabrera@quilicura.cl](mailto:y.cabrera@quilicura.cl)
- Daniela Cañas, Directora Jurídica Municipal, Municipalidad de Santiago, email: [dcanas@munistgo.cl](mailto:dcanas@munistgo.cl)
- Carolina Codoceo O., Dirección Asesoría Jurídica, Municipalidad de Santiago, email: [ccodoceo@munistgo.cl](mailto:ccodoceo@munistgo.cl)
- Catalina Cuevas de Saint Pierre, Dirección Política Multilateral, Ministerio de Relaciones Exteriores, email: [csaintpierre@minrel.gov.cl](mailto:csaintpierre@minrel.gov.cl)

- Sonia Escobedo, Consultora, Guatemala, email: sonia.mercedes.escobedo@gmail.com
- Pamela Farías Antognini, Directora, Fundación Prodemu, Chile, email: pfarías@prodemu.cl
- María del Carmen Feijóo, Consejo Asesor de la Sociedad Civil de ONU-Mujeres, Argentina, email: mfeijoo2003@yahoo.com.ar
- Aída del Carmen Jesús García Naranjo, Perú, email: mochagarcianaranjo@gmail.com
- Cristina García-Sainz, Directora de la Unidad de Igualdad, Universidad Autónoma de Madrid, España, email: cristina.garcia@uam.es
- Tatiana Hernández, Jefa de Buenas Prácticas Laborales, Servicio Nacional de la Mujer (SERNAM), Chile, email: thernandez@sernam.gob.cl
- Mirosalba Lara Cancino, Académica, Facultad de Economía y becaria de maestría, Universidad Autónoma de México (UNAM), Instituto de Investigaciones Económicas (IIEc), email: mlcancino\_77@yahoo.it
- Emma Liudmila Ortega, Consultora, CEPAL, Chile, email: liudmila.ortegap@gmail.com
- María de los Ángeles Peña Fonseca, Universidad Indígena de Venezuela, email: aliennto@yahoo.com.mx
- Anita Peña, Asesora, Subsecretaria Servicio Nacional de la Mujer (SERNAM), Chile, email: anita.pena@sernam.gob.cl
- Claudio Pérez Orrego, Jefe de Comunicaciones, Servicio Nacional de la Mujer (SERNAM), Chile, email: cperez@sernam.gob.cl
- Patricia Provoste Fernández, Profesional senior, Unidad de Estudios, Instituto Nacional de Derechos Humanos, Chile, email: pprovoste@indh.cl
- Marta Rangel, Consultora, Chile, email: martarangelb@gmail.com
- Guiselle Marlene Romero Lora, Consultora CEPAL, Perú, email: gromerolora@gmail.com
- Iván Silva Roco, Dirección Política Multilateral, Ministerio de Relaciones Exteriores
- Teresa Rodríguez, Consultora, email: teresarodriguez47@gmail.com
- María Eugenia Villamizar, Consultora independiente, Colombia, email: mariavillamizar@gmail.com
- Patricia Wohlers Erchiga, Asesora, Consejo Nacional de Población (CONAPO), email: patricia.woh@gmail.com

#### **L. Secretaría/Secretariat**

#### **Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL)/Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC)**

- Alicia Bárcena, Secretaria Ejecutiva/Executive Secretary, email: alicia.barcena@cepal.org
- Antonio Prado, Secretario Ejecutivo Adjunto/Deputy Executive Secretary, email: Antonio.prado@cepal.org
- Sonia Montaña, Directora, División de Asuntos de Género/Chief, Division for Gender Affairs, email: sonia.montano@cepal.org
- Luis F. Yáñez, Oficial a Cargo, Oficina de la Secretaría de la Comisión/Officer in Charge Office of the Secretary of the Commission, email: luis.yanez@cepal.org
- Gerardo Mendoza, Coordinador, Oficina de la Secretaria Ejecutiva/Coordinator, Office of the Executive Secretary, email: Gerardo.mendoza@cepal.org
- Pamela Villalobos, Oficial de Asuntos Sociales, División de Asuntos de Género/Social Affairs Officer, Division for Gender Affairs, email: pamelavillalobos@cepal.org
- Romain Zivy, Oficial de Asuntos Económicos, Secretaría Ejecutiva/Economic Affairs Officer, Office of the Executive Secretary, email: romain.zivy@cepal.org

- Jimena Arias Feijoó, Oficial de Asuntos Sociales, División de Asuntos de Género/Social Affairs Officer, Division for Gender Affairs, email: jimena.arias@cepal.org
- Lucía Scuro, Oficial de Asuntos Sociales, División de Asuntos de Género/Social Affairs Officer, Division for Gender Affairs, email: lucia.scuro@cepal.org
- Ana Ferigra Stefanovic, Oficial de Asuntos Sociales, División de Asuntos de Género/Social Affairs Officer, Division for Gender Affairs, email: ana.ferigra-stefanovic@cepal.org
- Iliana Vaca-Trigo, Oficial de Asuntos Sociales, División de Asuntos de Género/Social Affairs Officer, Division for Gender Affairs, email: iliana.vaca-trigo@cepal.org
- Alejandra Valdés, Coordinadora del Observatorio de Igualdad de Género en América Latina y el Caribe/Coordinator, Gender Equality Observatory for Latin America and the Caribbean, Division for Gender Affairs, email: Alejandra.valdes@cepal.org
- Inés Reca, Coordinadora de los Cursos de e-learning, email: ines.reca@cepal.org
- Coral Calderón, División de Asuntos de Género/Division for Gender Affairs, email: coral.calderon@cepal.org

**Sede subregional de la CEPAL para el Caribe/ECLAC subregional headquarters  
for the Caribbean/Bureau sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes**

- Sheila Stuart, Social Affairs Officer, email: Sheila.stuart@cepal.org